

bibliothèque
de la législature
du québec

bulletin

Vol. 9, no 1-2
Juin 1979



BIBLIOTHEQUE DE LA LEGISLATURE

BULLETIN

vol. 9, no 1-2

Juin 1979

Gouvernement du Québec

Assemblée nationale

Dépôt légal
Bibliothèque Nationale du Québec
2ème trimestre, juin 1979

AVANT-PROPOS

Cette livraison du Bulletin de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec contient d'abord une allocution de monsieur Clément Richard présentée à la 18^e conférence régionale de l'Association parlementaire du Commonwealth. Ce texte constitue une excellente synthèse de l'état de la procédure parlementaire à l'Assemblée nationale et des nouveaux mécanismes adoptés pour favoriser la participation des simples députés.

Les trois autres textes portent sur deux sources d'information pour les parlementaires: la bibliothèque et les bases des données informatisées. Monsieur G. Gude nous présente la Bibliothèque du Congrès et surtout le Congressional Research Service. Il décrit les services offerts aux parlementaires américains. Pour sa part, monsieur David Menhennet montre l'évolution de la Bibliothèque de la Chambre des Communes au cours des cinq dernières années.

Tout au long des deux textes de MM. Gude et Menhennet transparaît l'importance grandissante de l'informatique, des fichiers automatisés et des bases de données. Pour sa part, monsieur Jean Bécarud s'attarde à l'apport des bases de données quant au travail des sénateurs français.

Les travaux de messieurs Gude, Menhennet et Bécarud furent présentés aux participants du Congrès de l'Association des bibliothécaires parlementaires au Canada tenu à Québec du 29 octobre au 1^{er} novembre 1978.

TABLE DES MATIERES



pages

Avant-propos	III
La réforme de la procédure à l'Assemblée nationale du Québec par CLEMENT RICHARD	1
Le Congressional Research Service par GILBERT GUDE	31
La Bibliothèque de la Chambre des Communes britannique par DAVID MENHENNET	55
Les bases de données informatiques mises à la disposition des sénateurs par JEAN BECARUD	87

CLEMENT RICHARD
Président de l'Assemblée
nationale du Québec

LA REFORME DE LA PROCEDURE A
L'ASSEMBLEE NATIONALE DU QUEBEC

Au cours de cette intervention, j'ai l'intention de vous entretenir le plus succinctement possible de quelques innovations introduites récemment à l'Assemblée nationale du Québec dans notre réglementation, innovations qui se situent dans le cadre d'une réforme graduelle de notre procédure parlementaire.

Lors de conférences parlementaires comme celle à laquelle j'ai l'honneur et le plaisir de participer ici, les représentants du Parlement canadien et de toutes les Législatures ont eu souventes fois l'occasion d'entendre les délégués du Québec faire état des innovations apportées par l'adoption, en 1973, du nouveau règlement permanent de l'Assemblée nationale, aboutissement de quelque dix années d'études et de recherches. Je ne reviendrai pas sur le sujet, sinon pour mentionner que l'ancien règlement contenait 812 articles, la majorité d'entre eux très complexes, dont le nombre, dans un effort de concision et de clarté, a été réduit à 179 dans le nouveau règlement.

Mes propos porteront davantage sur les lignes de force les plus importantes des modifications qui ont été apportées à notre Règlement au cours des douze derniers mois et qui contribuent à accentuer le style nouveau qui imprègne le déroulement des travaux de l'Assemblée nationale du Québec depuis près d'une décennie. Ai-je besoin de rappeler, au passage, que le gouvernement du

Québec compte, depuis la fin de l'année 1976, un ministre d'Etat préposé à la réforme parlementaire, lequel, dans ce secteur, travaille en étroite collaboration avec la présidence dans la réalisation de nombreux objectifs.

Même si nous nous sommes dotés d'un règlement permanent, cela ne veut pas dire qu'il soit intangible. La société québécoise est en évolution constante et cette évolution se reflète également dans ce qu'on pourrait appeler nos mœurs parlementaires. Nous sommes toujours guidés par les grands objectifs exprimés dans la préface du nouveau Règlement et que je cite:

"Nous avons voulu assujettir le règlement à la réalité de l'Assemblée pour qu'il fasse de celle-ci un parlement moderne, efficace, qui permette à la majorité de faire adopter sa législation, à l'opposition de s'exprimer en toute liberté, à l'opinion publique de se manifester et à tous les députés de remplir pleinement leur rôle de législateurs."

La plupart des modifications que nous apportons au Règlement sont faites sur une base sessionnelle. Nous croyons qu'il s'agit là d'une pratique très sage qui permet aux parlementaires de faire le point annuellement sur les usages que nous tentons d'intro-

duire, et même de faire marche arrière si l'expérience vécue ne se manifeste pas valable.

Au cours de mon exposé, je vous ferai part des dernières modifications apportées au Règlement et qui se rapportent aux travaux de nos commissions parlementaires, aux heures et jours de nos séances ainsi qu'à la durée de nos sessions et enfin à une nouveauté que nous avons introduite et qu'on nomme "question avec débat" ou encore "interpellation".

LES TRAVAUX EN COMMISSION PARLEMENTAIRE

A l'instar de la majorité des Parlements du monde, nos commissions parlementaires prennent une importance considérable, à un point tel que dans nos règlements comme dans la réalité c'est peut-être là qu'on y observe les plus grandes transformations au sein du parlementarisme de type traditionnel.

Chez nous - comme peut-être chez vous - on s'éloigne de plus en plus de la tradition britannique en ce sens que les commissions sont devenues non seulement un prolongement de la Chambre mais assument de plus en plus les prérogatives de cette Chambre sur le plan législatif et en matière de contrôle de l'Exécutif.

Cette tendance est très nette au Québec et j'ai le sentiment qu'elle va toujours s'accroître à cause du volume croissant des tâches dévolues au Parlement, de la nécessité ressentie par les parlementaires de confier l'étude de questions de plus en plus complexes à des équipes spécialisées et enfin du désir des députés, surtout ceux d'arrière-banc, de participer davantage et de plus près aux travaux parlementaires.

Cette évolution est tellement prononcée qu'on voit rarement siéger chez nous la traditionnelle commission plénière et que souvent la Chambre ajourne ses travaux après l'expédition des affaires courantes afin de permettre à trois commissions parlementaires de siéger en même temps. D'ailleurs toutes nos commissions permanentes peuvent aujourd'hui examiner les affaires qui naguère étaient du ressort de la commission plénière, qu'il s'agisse de l'examen en détail des crédits ou des projets de loi publics.

C'est dans le cadre de cette évolution que l'Assemblée nationale a apporté encore dernièrement des modifications à son Règlement - toujours sur une base sessionnelle - en vue de rendre davantage efficaces les travaux en commission et d'accroître les possibilités de participation chez les parlementaires.

L'innovation la plus significative a été l'augmentation du nombre de commissions élues permanentes, lesquelles sont

passées de seize (16) à vingt-six (26). Nous nous approchons ainsi des Pays-Bas qui comptent vingt-huit (28) commissions du genre, même si notre intention n'était pas du tout de nous rapprocher d'un record.

Auparavant, les commissions correspondaient, en général, à divers secteurs de l'administration avec toutefois certains regroupements en des matières connexes. Maintenant, elles collent de plus près aux différents ministères que nous avons, en plus de certaines additions comme la Commission des engagements financiers et la Commission des corporations professionnelles.

L'objectif était double: spécialiser davantage les commissions permanentes en délimitant le plus possible leur champ d'activité et permettre à un plus grand nombre de députés de participer aux travaux de plus d'une commission. Il faut également mentionner que cette réforme a permis d'alléger la tâche de certaines commissions surchargées à cause de la dimension des ministères qu'elles regroupaient.

En vue d'accroître la participation des députés aux travaux des commissions, nous avons en outre ajouté une deuxième catégorie de participants que l'on appelle les intervenants. Les députés désignés comme intervenants pour chacune des commissions bénéficient des mêmes avantages que les membres quant au droit de

parole. La seule restriction qui les concerne, c'est qu'ils n'ont pas le droit de vote. Ils sont généralement en nombre égal aux membres, soit une dizaine par commission. Ceci permet, théoriquement, à chaque député de s'inscrire sur quatre à cinq commissions, ce qui rencontre partiellement le désir des parlementaires d'arrière-banc d'avoir un rôle accru dans l'examen de la législation.

Enfin, suite à l'augmentation du nombre des commissions et du volume croissant des affaires qui leur sont confiées, le nombre des présidents de commission est passé de sept (7) à neuf (9).

Pourrais-je ouvrir ici une parenthèse pour dire un mot de la plus grande impartialité que tentent de maintenir les présidents des commissions parlementaires dans la conduite des travaux des commissions. Leur indépendance est d'abord symbolisée par le fait qu'au moins un des présidents est choisi parmi un membre de l'Opposition. Un conseiller parlementaire est constamment à leur disposition afin de les guider dans les décisions qu'ils ont à rendre, de les éclairer quant à l'interprétation du Règlement, quant aux usages et aux précédents. Toutes les décisions qu'ils rendent sont colligées et font l'objet d'un examen collectif à l'occasion de réunions auxquelles ils participent en présence d'un vice-président et de conseillers. Ils réussissent ainsi à assurer

une plus grande continuité dans le déroulement des travaux d'une commission à l'autre et c'est ainsi qu'il se crée graduellement, quant aux décisions portant sur l'interprétation du Règlement, une jurisprudence qui sert de guide à tous et qui assure l'objectivité de la présidence. Faut-il ajouter que notre "banque" des présidents de commission est placée sous la juridiction d'un des deux vice-présidents de l'Assemblée nationale qui, comme le président et son autre collègue, s'abstient, par souci d'impartialité, de participer à toute activité politique partisane. Au Québec, les vice-présidents, à l'instar du président, n'assistent jamais aux caucus parlementaires de leur parti ni à aucune manifestation que peut tenir leur formation politique. Ils ne font, non plus, aucune déclaration d'ordre politique.

Revenant à nos commissions parlementaires, j'ai fait mention, il y a quelques instants, du volume croissant des affaires confiées aux commissions élues permanentes. Si certains chiffres peuvent illustrer cette tendance, je soulignerai qu'en 1977 les débats de l'Assemblée nationale, soit ceux de la Chambre entière, ont été édités en 5281 pages en comparaison des 13000 pages (12969) qui ont été consacrées aux délibérations des commissions.

Non seulement nos commissions parlementaires étudient les crédits ministériels et les projets de loi après la deuxième lecture, mais de plus en plus elles étudient les projets de loi dès

après la première lecture et tiennent alors des auditions publiques. De plus en plus également, elles scrutent les principales réglementations qui émanent des lois et examinent d'autres affaires qui ne concernent pas la législation, comme en témoignent certaines interventions dans le domaine des conflits ouvriers, même d'ordre privé. En outre, elles sont de plus en plus souvent appelées à se pencher sur l'étude de livres bleus, blancs, verts ou noirs qui amorcent nos grandes législations. Elles en sont rendues à étudier des avant-projets de loi comme ce fut le cas récemment dans le secteur de la protection du consommateur. Enfin, comparaisant devant elles certains grands commis de l'Etat comme le protecteur du citoyen, le vérificateur général et les administrateurs des grandes sociétés de l'Etat.

Afin de permettre aux commissions d'accomplir en temps utile leurs nombreux travaux, le nouveau règlement sessionnel permet maintenant de faire siéger deux commissions en même temps que l'Assemblée nationale alors qu'auparavant nous ne pouvions en faire siéger plus d'une en même temps. De plus, elles peuvent siéger en tout temps, jusqu'à minuit, que l'Assemblée soit ou ne soit pas en session.

Voilà pour les dernières innovations en ce qui concerne les travaux de nos commissions parlementaires. Nous espérons tous que ces réformes, s'ajoutant à celles du passé, se rodant à

l'usage et ouvrant sans aucun doute la voie à d'autres qui suivront, permettront à notre Parlement d'atteindre graduellement les objectifs qu'il s'est fixés.

LES SEANCES ET LES SESSIONS

Il y a quelques mois, l'Assemblée nationale du Québec a apporté des modifications majeures à son Règlement, sur une base d'essai, quant aux jours et heures de ses séances et quant à la durée de ses sessions.

Auparavant, nous siégeons les mardi, mercredi, jeudi et le vendredi en matinée. Les séances régulières commençaient à 15 heures pour se terminer à 23 heures avec une suspension entre 18 heures et 20 heures, sauf le mercredi où il n'y avait pas de séance le soir.

Nous avons voulu, dans un premier temps, libérer les députés de leurs fonctions législatives pour la journée du vendredi afin qu'ils puissent, au cours d'une plus longue fin de semaine, s'occuper davantage des affaires de leur circonscription électorale. Dans un deuxième temps, notre désir était de mettre fin aux séances du soir à 22 heures au lieu de 23 heures, la plupart des parlementaires étant d'avis que la dernière heure de la soirée,

après 22 heures, était improductive vu la fatigue accumulée au cours de la journée et favorisait l'absentéisme vu les obligations de toutes natures que devaient rencontrer les députés en soirée.

L'Assemblée nationale a donc réduit son activité strictement parlementaire à trois journées mieux remplies, à des heures plus appropriées, éliminant la séance du vendredi avant-midi. En revanche, elle a récupéré les trois heures du vendredi en tenant une séance de même durée le mercredi en matinée, avec reprise de ses travaux, ce jour-là seulement, à 15 heures pour y mettre fin à 18 heures.

En mettant fin aux séances du soir à 22 heures au lieu de 23 heures, le mardi et le jeudi, l'Assemblée a récupéré également les heures éliminées en commençant ses travaux, ces jours-là, à 14 heures au lieu de 15 heures.

Ce nouveau réaménagement de nos horaires a été, de façon générale, très bien accueilli et les commentaires sont nombreux à l'effet que nos séances sont plus productives tout en laissant aux députés le loisir de vaquer à leurs nombreuses autres occupations.

En outre, la disparition de la séance du vendredi matin nous a permis d'introduire dans notre règlement une nouvelle

procédure dite de "question avec débat" dont je vous dirai quelques mots par la suite. Les questions avec débat sont traitées devant une seule commission parlementaire le vendredi matin et ne mobilisent le temps et l'énergie que des seuls parlementaires intéressés.

L'innovation majeure que nous avons apportée à notre règlement au cours de l'année a certainement trait à la tenue des sessions à des dates sensiblement fixes.

Ce n'est pas à vous, parlementaires, que je dois rappeler que, contrairement à ce qui se passe dans de nouveaux pays, la Constitution qui nous régit n'est pas particulièrement précise ni loquace sur la fixation des sessions. L'article 86 de l'A.A.N.B. stipule tout simplement que "la législature de l'Ontario et la législature du Québec tiendront au moins une session chaque année, de manière qu'il ne s'écoule pas douze mois entre la dernière séance d'une session et la première séance de la session suivante." Cette prescription est d'autant plus facile à respecter qu'il nous arrive de temps à autre de voir le parlement canadien éprouver de la difficulté à laisser écouler une seule journée entre la dernière séance d'une session et la première séance de la session suivante.

Je ne pense pas qu'il y ait un seul parlementaire au pays qui n'ait pas souhaité à un moment ou l'autre que les sessions soient tenues à date fixe et que leur durée soit réglementée.

Pas un seul parlementaire... sauf lorsque l'un d'eux est obligé de revêtir son manteau de ministre et songe alors à toute la législation qu'il voudrait faire adopter en temps opportun.

D'origine monarchique, notre système a toujours voulu que les sessions soient fixées par le pouvoir exécutif et selon ses besoins à lui. Une coutume difficilement compatible avec ce principe qui veut que le Parlement soit maître de lui-même et assume la responsabilité de contrôler l'Exécutif.

Entre les deux solutions extrêmes que l'on retrouve dans de nombreux pays - permanence des assemblées et fixation des sessions par l'Exécutif - les membres de l'Assemblée nationale du Québec ont exploré différentes formules pour finalement en mettre une à l'essai qui garantirait une certaine régularité des sessions, tout en permettant au Parlement de consacrer suffisamment de temps à ses travaux et aux députés de prévoir certaines périodes normales où ils pourraient compter s'occuper à autre chose. L'objectif était de réaliser un calendrier de travail qui s'apparenterait le plus près possible au calendrier scolaire. Si le pouvoir exécutif conserve toujours chez nous sa prérogative quant à l'ouverture et à la clôture des sessions, l'Assemblée nationale lui a maintenant institué un cadre restrictif qui détermine les périodes où il ne peut faire siéger le Parlement.

Ainsi l'Assemblée nationale du Québec a adopté, en février dernier, un règlement sessionnel qui dit ceci: "Sauf en cas d'urgence, l'Assemblée ne peut siéger du 24 juin au 7 septembre, ni du 22 décembre au 31 janvier."

Le cas d'urgence doit être soulevé par une motion régulière prévue dans notre Règlement.

Je puis vous dire que la nouvelle formule a été expérimentée pour la première fois au mois de juin et que le règlement a été respecté à la lettre, à la satisfaction de tous. Tôt, très tôt, le 23 juin, la session a été ajournée au 3 octobre, alors que l'an dernier encore, l'Assemblée avait dû siéger durant juillet et août.

En limitant ainsi la prérogative séculaire de l'Exécutif quant aux périodes prévues pour tenir des séances, il fallait sans doute inventer un mode de compensation pour lui permettre quand même d'atteindre en grande partie ses objectifs quant à son programme législatif.

On a vécu en maintes occasions, dans nos parlements, ces situations de fins de session alors que s'abattait sur la tête des députés ce qu'on appelle chez nous le "rouleau compresseur" ou

encore le "bulldozer" introduit par l'impopulaire motion classique de suspension des règles de procédure, motion qui permet de faire siéger le Parlement jour et nuit, pratiquement sept jours par semaine. Notre assemblée a institutionnalisé une brève période de travaux à un rythme accéléré au cours des trois semaines qui précèdent l'ajournement d'été et l'ajournement des Fêtes, rendant ainsi inutile le recours à la motion dite de "fin de session".

Ainsi l'Assemblée nationale "peut, du 1er au 23 juin et du 1er au 21 décembre, siéger tous les jours de la semaine, sauf le samedi et le dimanche, de 10 heures jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures." Ces périodes sont évidemment consacrées prioritairement aux affaires gouvernementales puisque l'ordre des affaires du jour, à toutes les séances, est celui prévu pour le mardi.

Même si le rythme des travaux est fortement accru durant ces périodes, on a imposé en contre-partie une soupape supplémentaire afin que le gouvernement ne puisse faire adopter un projet de loi "à la vapeur". En effet, la nouvelle réglementation stipule que lorsque la première lecture d'un projet de loi a lieu durant une de ces périodes (1er au 23 juin et 1er au 21 décembre), la troisième lecture ne peut avoir lieu durant la même période, sauf si l'Assemblée a d'abord adopté, pour raison d'urgence, et pour chaque projet de loi, une motion d'urgence prévue au Règlement.

Loin de nous la pensée que cette formule rencontre toutes les conditions idéales pour satisfaire autant les parlementaires que l'Exécutif. Nous croyons cependant qu'elle est un jalon important dans la poursuite de cet objectif que souligne la préface de notre Règlement, soit de permettre à la majorité de faire adopter sa législation et à l'opposition de s'exprimer en toute liberté, et j'ajouterai: permettre aux parlementaires d'accomplir leur rôle de législateur, d'ombudsman, de citoyen et d'être humain dans des conditions qui commencent ainsi à se rapprocher de la normalité.

L'INTERPELLATION

Dans chaque pays, le Parlement dispose d'un certain nombre de moyens d'exercer son contrôle sur l'activité gouvernementale. On connaît bien au Canada les procédures traditionnelles comme les questions orales et écrites, les dépôts de documents, les motions de censure et l'étude des crédits de chacun des ministères.

La plupart des pays disposent encore d'un procédé type d'information et de contrôle qui est la procédure de l'interpellation. Il est étonnant de constater que cette procédure est à peu près inexistante chez les assemblées qui s'inspirent du parlementarisme de type britannique. En revanche, doit-on admet-

tre qu'on y retrouve des débats qui peuvent atteindre sensiblement les mêmes fins par le truchement des motions d'urgence et des motions d'ajournement.

Au Québec, nous avons voulu tenter l'expérience en introduisant un nouveau règlement sessionnel qui permet ce qu'on appelle la "question avec débat" mais qui se rapproche plus, malgré sa désignation, d'une interpellation que d'un débat. Soulignons que nous maintenons toujours les dispositions de notre règlement qui permettent à un député qui n'est pas satisfait d'une réponse donnée par un ministre de susciter un bref débat en fin de séance.

Notre formule d'interpellation s'éloigne de celle employée ordinairement en Europe occidentale, là où elle débouche sur un vote de confiance ou de censure. Notre système de type britannique fournit déjà aux parlementaires les moyens de censurer le gouvernement.

Nous avons donc opté pour une formule connue notamment en Pologne, en Tchécoslovaquie et en Suisse, en vertu de laquelle un membre du gouvernement est appelé à se présenter devant une commission pour donner des explications sur une question d'actualité d'intérêt général ou encore sur la gestion de son ministère. Le but est purement informatif, même si les débats peuvent être très animés.

Notre procédure d'interpellation est très simple.

Un député peut inscrire au feuilletton un avis de question avec débat signifiant qu'il désire interroger un ministre qu'il désigne sur telle affaire qui relève de sa compétence administrative. La question avec débat se discute au cours d'une seule séance de la commission élue permanente de qui relève l'affaire soulevée; cette séance se tient le vendredi, de 10 heures à 13 heures.

S'il y a plusieurs avis de question avec débat - ce qui fut toujours le cas jusqu'à maintenant - le président détermine l'ordre dans lequel ils seront appelés. Avant l'appel des affaires du jour de la séance du jeudi, le président annonce la question avec débat qui sera appelée le vendredi de la semaine suivante et la commission qui en sera saisie; cette annonce équivaut à une convocation de cette commission et du ministre interpellé.

La formule a eu beaucoup de succès depuis sa brève existence.

Au cours de la présente session, soit de mars à juin, il y eut, le vendredi, dix séances portant sur des questions aussi variées que celles-ci: application de la loi constituant la Régie de l'assurance-automobile, la politique agro-alimentaire du gou-

vernement, la publicité payée à même les fonds publics, la préparation des prochaines négociations dans les secteurs public et parapublic, la situation de l'emploi au Québec, la politique du gouvernement relativement à l'enseignement privé, etc. Plusieurs autres questions étaient inscrites au feuilletton lors de l'ajournement d'été de la session.

Enfin, mentionnons que les séances de ces commissions sont de plus en plus suivies par les membres de la presse, d'abord à cause de l'importance des sujets soulevés et dû également au fait que l'Assemblée nationale du Québec ne tient plus de séances le vendredi; tout l'intérêt de la presse, le vendredi matin, est centré sur l'interpellation.

L'interpellation, c'est là, à mon humble avis, un instrument additionnel de grande importance dont vient de se doter notre Parlement en vue de mieux remplir son rôle quant à la surveillance du pouvoir exécutif, un instrument privilégié dont ont su se servir à bon escient les membres des partis d'opposition à qui incombe au premier titre cette tâche de surveillance.

AUTRES MODIFICATIONS

Pour compléter le tableau des innovations les plus importantes que nous avons introduites au cours des derniers mois, je me permettrai de faire la simple citation de quatre séries de modifications apportées au Règlement au début de l'année:

- Le débat sur le message inaugural (anciennement: adresse en réponse au discours du trône) a été réduit de vingt-cinq (25) heures à vingt (20) heures.
- Le débat sur le discours du budget a été réduit de vingt-cinq (25) heures à quinze (15) heures, tenant compte qu'il se déroulait presque immédiatement après celui sur le message inaugural.
- Lors d'une mise aux voix, l'enregistrement des noms peut avoir lieu plus tard au cours de la même séance ou même le lendemain.
- A moins que cinq députés ne s'y opposent, le leader parlementaire du gouvernement peut, par une motion non annoncée qui n'est pas susceptible de débat ni d'amendement, proposer que la motion de deuxième lecture d'un projet de loi soit mise aux voix sans débat.

DEUX NOUVEAUTÉS

Même si mes propos devaient se limiter à l'énoncé des plus récentes modifications apportées à notre Règlement, je m'en voudrais de passer sous silence deux autres innovations qui, si elles ne concernent pas la procédure parlementaire comme telle, sont des plus étroitement reliées au parlementarisme.

La première a trait à la radio-télédiffusion des débats. Je puis en effet vous annoncer qu'à la reprise de la présente session, le 3 octobre prochain, tous les débats de l'Assemblée nationale du Québec seront radio-télédiffusés intégralement. C'est l'Assemblée nationale elle-même qui en assumera la responsabilité quant à la production. Un équipement et des studios de production sont déjà en place, munis des plus récents raffinements de la technologie. Les radio-diffuseurs pourront émettre en direct ou utiliser à loisir les bandes magnétoscopiques que nous mettrons gratuitement à leur disposition; ils ne feront alors qu'assumer les frais de transport de ces bandes. Pour le présent exercice financier, un budget de \$ 2 millions a été prévu aux fins de la radio-télédiffusion. Pour le moment, seuls les débats de l'Assemblée proprement dite seront télédiffusés, mais on entrevoit déjà la possibilité de télédiffuser, dans un avenir pas trop éloigné, des débats importants qui pourront se dérouler au sein de certaines commissions parlementaires.

L'autre nouveauté concerne la création par l'Assemblée nationale d'une fondation qui porte le nom de Fondation Jean-Charles Bonenfant.

Sans vouloir discourir longuement sur le sujet, je ne vous ferai part que du préambule et des objets spécifiés dans la loi qui, sous mon instigation, a été adoptée à l'unanimité le 23 juin dernier.

Le préambule énonce ceci:

"ATTENDU que l'exercice d'une saine démocratie exige la meilleure connaissance possible du fonctionnement des institutions politiques;

Qu'il est nécessaire de stimuler, au profit de la collectivité, l'intérêt d'un plus grand nombre possible envers l'approfondissement des connaissances théoriques et pratiques sur les institutions politiques, le droit et la procédure parlementaires;

Qu'il y a lieu de compléter le travail du milieu universitaire dans le domaine des études et des recherches sur les institutions parlementaires du Québec;

Qu'il est opportun de créer une fondation pour-
suivant ces objectifs d'ordre éducatif;

Qu'il est approprié d'honorer et de perpétuer la mémoire de feu Jean-Charles Bonenfant pour sa contribution éminente à l'étude, la recherche, l'enseignement et la vulgarisation dans le domaine des connaissances sur les institutions politiques du Québec, le droit et la procédure parlementaires;"

Les objets de la Fondation sont décrits comme suit aux articles 4 et 5 de la loi:

- a) augmenter, améliorer et diffuser les connaissances sur les institutions politiques et parlementaires du Québec;
- b) développer une politique de large information sur le parlementarisme par diverses publications;
- c) promouvoir l'étude et la recherche sur les institutions politiques et parlementaires par l'octroi de bourses, d'aide financière et technique, par l'implantation et l'administration de stages parlementaires et par tout autre moyen pertinent;
- d) subventionner tout organisme sans but lucratif qui poursuit des objets similaires.

Dans la poursuite de ses objectifs, la Fondation peut recevoir et accepter des dons, subventions, legs ou contributions et s'associer ou conclure des ententes ou accords avec toute personne, société ou organisme privé, public ou parapublic."

La Fondation est administrée par un conseil dont font partie majoritairement des membres de l'Assemblée nationale désignés par la Commission de l'Assemblée. Dès sa création, l'Assemblée nationale lui a versé, comme octroi, une somme de \$ 75,000 qui servira principalement à réimplanter chez nous un programme de stages parlementaires dont nous avons fait l'expérience pendant deux années et qui a dû être discontinué vu le manque de fonds qui provenaient jusqu'alors de fondations privées. Nous espérons que la Fondation pourra encourager la recherche dans le domaine du parlementarisme et même inciter des jeunes à se spécialiser en droit et procédure parlementaires car les spécialistes en ces domaines sont rares au Canada et peut-être plus chez nous, surtout depuis la disparition de Me Jean-Charles Bonenfant. De même, la Fondation va mettre l'accent, dans la mesure de ses ressources, sur l'information du public en tout ce qui regarde le parlementarisme, dans un effort de valorisation du Parlement et de ses membres et en vue d'un meilleur exercice de notre démocratie.

Et pour compléter la boucle, pourquoi ne pas terminer par un projet qui flotte dans l'air et qui concerne l'administration de l'Assemblée nationale. Pour remplacer la Commission de régie interne de l'Assemblée nationale qui est composée essentiellement du président et de trois membres du Conseil exécutif, je songe à créer un Bureau de l'Assemblée dont la composition sera plus représentative de l'Assemblée elle-même en ce sens que des membres des oppositions en feraient également partie. Ainsi, l'organe directeur de l'Assemblée, quant aux questions administratives et financières, échapperait au contrôle de l'exécutif et affirmerait davantage l'autonomie du pouvoir législatif.

En terminant cet exposé, je dois dire que je n'ai aucune conclusion particulière à vous livrer. Mon intention n'était que de vous faire part des expériences nouvelles que nous vivons au sein de notre parlementarisme avec l'espoir que, jointes à celles que vous nous communiquez au cours de cette conférence, nous contribuerons tous à parfaire nos institutions politiques dans le cadre d'une évolution qui soit constamment adaptée aux réalités modernes.

En 1970, le regretté Jean-Charles Bonenfant écrivait un article sur le parlementarisme québécois dans une publication intitulée "Réflexions sur la politique au Québec." J'en citerai le bref extrait que voici:

"Alors qu'on souhaite que le député cesse d'être un intermédiaire entre l'administration et les contribuables qui l'ont élu et devienne uniquement un législateur, cette dernière tâche s'avère de plus en plus difficile pour lui. Le caractère technique des lois, la nécessité de maintenir les lignes de parti et le manque de préparation spécialisée des représentants du peuple rendent pratiquement impossible à la grande majorité d'entre eux une activité législative sérieuse. Les députés doivent accepter de confiance les mesures proposées par le gouvernement ou, parfois, lorsqu'ils sont dans l'opposition, les rejeter systématiquement. Le parlementarisme ne devient alors que la façade de l'exercice du pouvoir exécutif dont le seul contrôle démocratique est constitué par des élections périodiques."

La plupart de ces inconvénients tendent quelque peu à disparaître par l'utilisation plus grande de nos commissions parlementaires. Ceci explique sans doute les modifications constantes que nous faisons à notre règlement afin d'accroître le rôle de nos commissions parlementaires et d'élargir la participation de nos députés à leurs travaux.

A cela il y a un autre côté de la médaille; nos députés se demandent de plus en plus sérieusement, à l'instar du député français André Chandernagor: "L'Assemblée nationale, pour quoi faire? si toutes les affaires importantes se déroulent dans les commissions." Le problème est réel et à ce point aigu qu'il a constitué une pierre d'achoppement lorsqu'est venu le temps de prendre une décision en vue de la télédiffusion des débats à l'Assemblée nationale. On m'a rapporté que des députés, surtout les députés d'arrière-banc du côté de la majorité ont exprimé de fortes réticences face à la télédiffusion des débats. Selon eux, le système est ainsi fait que le public aura l'impression qu'en Chambre un grand nombre de députés n'y font rien. La télédiffusion des débats en Chambre est une autre réalité moderne à laquelle il faudra nous adapter et - qui sait? - à laquelle il faudra peut-être adapter certains éléments de notre procédure parlementaire.

Il est sain que le rôle du député soit remis en question au cours de nos conférences parlementaires. Il est également très sain que par l'échange de nos expériences on hésite de moins en moins à moderniser nos procédures et nos moyens de travail. Si le parlementarisme de type britannique dont nous sommes les héritiers est une des belles richesses que nous ayons, il ne faut cependant pas craindre de le remettre constamment en question, dans ses modalités d'application quotidienne, afin de l'adapter aux différents rôles nouveaux que voudraient exercer nos parlementaires.

Je suis assuré que la conférence que nous tenons à Edmonton cette semaine ajoutera une bonne dose d'oxygène dans notre vie parlementaire tout comme cette conférence sur le parlementarisme que nous tiendrons à Québec, les 11, 12, 13 et 14 octobre prochain, à laquelle j'ai l'honneur de vous convier et qui sera tenue sous le thème suivant: "Le parlementarisme britannique: réalité moderne ou anachronisme?"

Vous me pardonnerez sans doute ce petit commercial de la fin; il a été suscité par mon désir d'assurer à notre rencontre à Québec un succès comme en aura connu la présente conférence.

LE COMPTE RENDU VERBATIM DE L'ALLOCUTION DE MONSIEUR RICHARD A ETE PUBLIE DANS ASSOCIATION PARLEMENTAIRE DU COMMONWEALTH, Dix-huitième conférence régionale canadienne du 14 au 18 août 1978, Alberta (S. 1.: A.P.C., 1978), pp. 63-70. Egalement publié en anglais dans l'édition anglaise aux pages 61-66.

GILBERT GUDE
Directeur du Congressio-
nal Research Service
(Service de recherche de
la Bibliothèque du Congrès
WASHINGTON, D.C.

LE CONGRESSIONAL RESEARCH

SERVICE

C'est pour moi un grand plaisir de prendre la parole à cet important congrès de l'Association des bibliothécaires parlementaires du Canada. Je suis ici aujourd'hui en ma qualité de directeur du Service de recherche de la Bibliothèque du Congrès, mais aussi à titre de représentant du bibliothécaire du Congrès, M. Daniel J. Boorstin. Un engagement antérieur empêche M. Boorstin d'être parmi nous, mais il m'a prié de vous transmettre ses cordiales salutations.

La Bibliothèque du Congrès sert le pays tout entier et, par l'intermédiaire de notre service, prête une assistance spécialisée au Congrès. Le service que je dirige consacre en effet toutes ses énergies au personnel et aux membres du Congrès tandis que d'autres services servent à la fois et le Congrès et le pays. Comme vous le voyez, mes collaborateurs et moi avons de nombreux points en commun avec nos collègues des autres services.

Quant à nous du service de recherche, nous sommes particulièrement conscients que de nos jours les corps législatifs - tant au niveau fédéral qu'à celui des Etats - font face à des problèmes sans précédent mais ont aussi des possibilités tout à fait nouvelles. Appelés à élaborer de nouvelles lois, à surveiller l'application de celles qui existent déjà et à formuler des politiques budgétaires, les membres des corps législatifs doivent être bien au

fait de dizaines de questions, parfois très complexes, qui intéressent leur Etat ou le pays tout entier. Le problème crucial, pour les membres et leur personnel, est apparemment celui d'obtenir une information qui soit exacte, pertinente et à jour, puis de l'assimiler, de l'évaluer et de pouvoir prendre les mesures nécessaires. C'est pourquoi je me propose de passer ici en revue les solutions que notre service a adoptées pour résoudre divers problèmes d'information. Je parlerai principalement de l'automatisation de nos opérations et de la diffusion des résultats de nos travaux sous forme d'imprimés ou par ordinateur.

Les problèmes généraux que pose la diffusion de l'information dans un monde très évolué du point de vue technique sont connus de tous, et en particulier de nous qui travaillons dans des organismes dont l'activité première est de rédiger, à partir d'une masse de documentation publiée, des rapports qui serviront aux corps législatifs. Pour ce qui est de notre service, nos responsabilités envers le Congrès américain nous imposent des restrictions quant à la diffusion de nos travaux à d'autres groupes ou au grand public. Notre politique de diffusion a pris forme au fil des ans, et nous estimons aujourd'hui en être arrivés à un compromis très acceptable entre la satisfaction des besoins d'information du grand public et la nécessité impérieuse de fournir au Congrès une aide qui soit fiable, confidentielle si c'est nécessaire, objective, opportune et, ce qui est sans doute le plus important, sensible au caractère spé-

cialisé du processus législatif fédéral. Pour plusieurs raisons, cependant, cette politique sera sous peu réexaminée et modifiée s'il y a lieu.

L'historique de notre service au sein de la Bibliothèque du Congrès fait clairement ressortir la progression de la demande d'information en provenance du Congrès. En 1800, le Congrès créait une petite bibliothèque destinée à l'aider dans l'exercice de ses fonctions. Les collections de la Bibliothèque du Congrès se développèrent jusqu'à ce que celle-ci devienne, sinon en titre, du moins dans les faits, une bibliothèque nationale. Au tournant du siècle, une partie croissante de ses activités était devenue celles d'un vaste organisme de recherche documentaire; c'est à cette époque que le Congrès a jugé nécessaire de former au sein de la bibliothèque une entité distincte qui serait exclusivement à son service. C'est ainsi que notre service a pris naissance en 1914. Depuis, il n'a cessé de se développer et d'améliorer ses ressources et ses services pour répondre aux besoins divers du Congrès: au cours de l'année financière terminée en septembre 1977, on y employait 524 chercheurs en plus de 285 administrateurs et employés de bureau. Durant l'année en question, il a répondu à environ 300 000 demandes de renseignements du Congrès. Si beaucoup de ces demandes ont exigé des recherches de 15 minutes ou moins, il reste qu'un nombre croissant d'entre elles nécessitent des mois-homme de travail.

Appelé à débattre des questions d'une complexité croissante, le Congrès a fait valoir la nécessité d'obtenir des avis d'experts semblables à ceux dont dispose l'Exécutif. Ces pressions ont abouti à l'introduction, dans la Législative Reorganization Act de 1946, d'un article autorisant notre service à engager des recherchistes dans divers domaines, et ce à l'échelon le plus haut où l'exécutif engageait ses propres analystes et conseillers sans fonctions de surveillance. Aujourd'hui, après des années d'expansion et en réponse à l'élargissement et à la spécialisation des demandes, le service emploie des recherchistes dans tous les domaines qui intéressent le Congrès. Ces professionnels, qui ont presque tous un diplôme universitaire et la plupart un diplôme supérieur, travaillent en étroite collaboration avec les membres et les commissions du Congrès ainsi que leur personnel au moment de l'élaboration des lois touchant à leur spécialité. Pour vous donner une idée de la variété, notre service compte des experts dans les domaines suivants: droit, économie, sciences politiques, sciences physiques, énergie, éducation, fiscalité, affaires militaires, affaires sociales, travail, science et technologie, futurologie, transports, commerce international, affaires urbaines, agriculture, politique fiscale et relations intergouvernementales.

En autorisant l'expansion du service, le Congrès a clairement précisé que celui-ci devait accorder la priorité absolue aux membres et aux commissions du Congrès ainsi qu'à leur per-

sonnel. A l'exception du Digest of Public General Bills, toutes les publications destinées à des particuliers ou organismes de l'extérieur doivent recevoir l'approbation expresse de la commission de contrôle du Congrès qui a compétence en la matière. Conformément à cette volonté, le service n'a jamais diffusé ses rapports qu'au Congrès. Fait intéressant à noter, cette règle a pour corollaire que notre service fournit en principe de l'information sur demande seulement; il n'envoie pas systématiquement un exemplaire de ses rapports à tous les bureaux du Congrès, ni même à ceux que le document pourrait intéresser, mais bien aux seuls bureaux qui ont expressément demandé à les recevoir.

Cela nous amène à la deuxième règle fondamentale de notre service: la confidentialité. J'ai dit que nos rapports n'étaient en général diffusés qu'à l'intérieur du Congrès; il faut ajouter que tout membre ou commission du Congrès peut commander et recevoir des rapports à titre confidentiel. Selon une pratique établie depuis longtemps, le membre ou la commission qui a commandé un rapport doit nous donner son consentement pour que nous le diffusions, ne fût-ce qu'à un autre membre ou à une autre commission.

Sachant que la diffusion de nos rapports n'est pas automatique, les membres jouissent, dans l'appréciation des options et dans l'élaboration des projets de loi, d'une liberté qu'ils perdraient si ces rapports risquaient de recevoir une publicité préma-

turée. Sans le respect du secret, les membres et les commissions hésiteraient peut-être à commander des études impartiales à notre service, car celles-ci pourraient, si elles étaient publiées, donner l'impression de contredire la position officielle du parlementaire, de son parti politique ou de divers groupes d'intérêts. En permettant aux parlementaires de commander des analyses réalisées en toute objectivité sur des questions controversées et hors du cadre des partis, la règle de la confidentialité maximise le rôle de nos recherchistes dans le processus législatif.

Il faut cependant préciser qu'une grande partie de nos travaux finissent par paraître dans des publications accessibles au public. En ma qualité de directeur du service, j'ai observé l'utilisation que le Congrès fait de nos rapports imprimés: je crois raisonnable d'affirmer que la majorité de nos grandes études paraissent tôt ou tard sous forme de documents du Congrès à l'initiative de la Commission ou du parlementaire qui les a commandées. Ces rapports sont diffusés par le Congrès ou par le Government Printing Office (l'éditeur officiel) et sont très souvent conservés dans les bibliothèques de dépôt situées partout au pays. Il arrive aussi que le membre rende public un de nos rapports dans une déclaration au Congrès, qu'il le fasse publier dans le Congressional Record ou qu'il le confie à un éditeur. Il ne fait aucun doute, rétrospectivement, que même les études portant sur des questions délicates et controversées demeurent rarement sur les tablettes dans les bureaux du Congrès.

Voici à ce propos quelques exemples récents de rapports ayant connu une certaine publicité: un résumé des lois fédérales et des lois des Etats régissant la mise en candidature et l'élection des sénateurs; une analyse des déclarations de l'Exécutif sur les répercussions du contrôle des armes à feu; une analyse du travail à temps partiel et des horaires comprimés chez les fonctionnaires fédéraux; un rapport sur l'administration du programme fédéral d'aide aux familles ayant des enfants à charge; une série de documents sur la politique et les résultats économiques des pays d'Europe de l'Est; une étude de l'activité du Congrès en matière d'énergie et de ressources naturelles pendant la 94e législature; des directives générales sur l'établissement de commissions d'enquête à la Chambre des représentants; enfin, un rapport sur les activités spatiales de tous les pays du monde. Etant donné le grand nombre d'études rendues publiques par le Congrès, j'ai décidé de faire paraître périodiquement une liste de tous les rapports du service accessibles au grand public.

Le Congrès a toujours senti une profonde affinité avec les corps législatifs des Etats. Nombre de membres du Congrès ont déjà siégé à l'Assemblée législative de leur Etat et sont toujours animés du vif désir d'en défendre la compétence législative. Pour cette raison, il est arrivé que nous envoyions sur demande à des organismes des Etats, un exemplaire de rapports diffusés au Congrès; en outre, nous fournissons depuis plus de quinze ans au Coun-

cil of State Governments (Conseil des gouvernements des Etats) des exemplaires de ces rapports, que celui-ci prête ensuite aux différents Etats. En retour, nous recevons, depuis quelque temps, des études réalisées par les services de recherche des Assemblées législatives de plusieurs Etats, dont ceux de New-York, de la Californie et de l'Illinois.

D'autre part, la National Conference of State Legislatures (NCSL) (regroupement national des corps législatifs des Etats) nous a récemment proposé de participer à un programme d'échange d'information en matière législative. Cet organisme est en train d'instaurer un système d'information contenant des notices bibliographiques et des résumés analytiques de rapports de recherche provenant des corps législatifs des Etats. Ces données peuvent ensuite servir aux Etats qui ont insuffisamment de ressources pour faire eux-mêmes de la recherche. Le NCSL nous a offert l'accès à cette nouvelle banque de données en échange d'un accès limité à nos propres fichiers informatisés. Cette initiative mettrait à la disposition des hommes politiques et de leur personnel, tant au niveau fédéral qu'à celui des Etats, des renseignements sur une foule de questions d'intérêt commun. Le 24 septembre dernier, le Joint Committee on the Library (commission mixte de la bibliothèque) s'est réuni pour étudier la proposition. Au même moment, le House of Representatives' Policy Group on Information and Computers (groupe de la Chambre des représentants chargé de la politique d'information et d'informatique)

a annoncé par la voix de son président qu'il réexaminera la politique d'échange d'information de notre service dans le cadre de son étude de la question plus générale de l'accès du public à l'information émanant du Congrès. L'entité correspondante du Sénat participera à ces discussions et à la modification éventuelle de notre politique.

A ces efforts destinés à accroître l'échange d'information entre les gouvernements des Etats et le gouvernement central s'ajoute l'activité considérable déployée par les Etats pour se doter eux aussi de mécanismes d'échange d'information. Il arrive souvent que les services de recherche des assemblées d'Etats fonctionnent à temps partiel et avec un minimum de personnel et de ressources. Dans plusieurs Etats, on a augmenté leur personnel de soutien ces dernières années, mais ils disposent encore de trop peu de ressources pour faire face à des questions techniques de plus en plus complexes. C'est pourquoi on a jugé bon de mettre les ressources en commun en échangeant des rapports et des analyses de base. Le système d'information de la National Conference of State Legislatures, dont j'ai parlé plus haut, découle de la même volonté d'optimiser l'apport d'information aux corps législatifs des Etats. Une autre expérience du genre est actuellement en cours sous l'égide de la National Science Foundation (fondation nationale des sciences). Plusieurs Etats, dont l'Etat de New-York, le Massachusetts, la Pennsylvanie, le Minnesota et l'Illinois, sont reliés par un réseau de

télé-informatique (appelé Legitech) qui leur permet d'échanger des données scientifiques et techniques au moyen de terminaux. Les responsables de l'expérience nous ont offert l'accès direct et gratuit à leur réseau.

A l'instar de nos homologues des Etats, nous sommes de plus en plus appelés, depuis quelques années, à prêter un concours considérable au processus législatif proprement dit. On nous demande par exemple des études où il faut peser le pour et le contre de telle ou telle question, ou encore des analyses comparatives, des rapports portant sur un domaine précis, voire des rapports périodiques sur une question donnée. La Legislative Reorganization Act de 1970 a en particulier élargi les responsabilités d'analyse du service et lui a imposé de nouvelles obligations à l'égard des commissions du Congrès. Nous continuons évidemment à servir le Congrès comme par le passé, mais nous attachons beaucoup d'importance à nos nouvelles responsabilités: par exemple, nous tenir au courant de l'expiration des lois; dresser à l'intention des commissions, au début de chaque nouvelle législature, la liste des questions susceptibles de retenir leur attention au cours des deux années à venir, définir les différentes alternatives pour réaliser les objectifs d'ordre législatif, etc.

Notre service fournit de l'information au Congrès sous de multiples formes: des rapports d'intérêt général sur des

questions d'actualité, qui sont reprographiées et mis à la disposition des membres et des commissions intéressés; des analyses approfondies de propositions portant sur des questions nationales et internationales; des avis juridiques et des comptes rendus de jugements; des comparaisons et des analyses article par article de projets de loi; des historiques de lois et des condensés de projets de loi; des listes de questions à poser aux témoins des commissions du Congrès; des ateliers et des séminaires; des compilations statistiques; des analyses de sondages d'opinion; etc. Ces documents ne paraissent pas toujours sous forme d'imprimés, mais ils facilitent l'étude de questions vitales par le Congrès et profitent au public par leur contribution au processus législatif.

Puisque le service est le seul à fournir des analyses, des rapports de recherche et de l'information, et ce dans tous les domaines possibles et à tous les membres et commissions du Congrès ainsi qu'à leur personnel, et qu'il faut respecter les délais fixés par le Congrès, nous avons dû avoir recours à des techniques modernes pour être en mesure de nous acquitter de notre mission de plus en plus efficacement. C'est ainsi que, depuis plusieurs années déjà, nous nous servons de l'ordinateur et d'autres systèmes de statistiques et d'information pour mettre nos données et nos analyses à la disposition du Congrès. L'automatisation d'une partie de nos rapports d'information a été le facteur déterminant qui a permis à nos services de croître beaucoup plus rapidement que notre personnel.

Ces dernières années, par exemple, la Bibliothèque du Congrès a mis en service, à l'intention tant de son propre personnel que du Congrès, un système de recherche documentaire informatisée, qui contient des données sur les déclarations de principe et sur les projets de loi ainsi que des bibliographies. Ce système, appelé SCORPIO, (Subject-Content Oriented Retriever for Processing Information On-line) contient actuellement onze fichiers que l'on peut consulter à partir d'un terminal en employant quelques instructions simples en anglais. La recherche peut se faire par sujet, nom d'auteur, numéro de projet de loi, titre, parrain ou commission.

Le système SCORPIO a rallié tous les suffrages, tant à la Bibliothèque et chez nos recherchistes que parmi le personnel du Congrès au Capitole. Aujourd'hui, 100 sénateurs ont un terminal dans leur bureau; 48 autres terminaux sont répartis dans les bureaux des commissions, des leaders et de l'administration du Sénat. A la chambre des représentants, les membres et leur personnel disposent de 327 terminaux. Ces chiffres démontrent que la recherche documentaire informatisée fait désormais partie intégrante de la transmission des données au Capitole.

L'information contenue dans le système SCORPIO contribue de bien des manières à faciliter la tâche du législateur. Par exemple, quelque 25 000 projets de loi sont déposés pendant les deux ans que dure chaque législature: il n'est donc pas facile de suivre

l'évolution du contenu d'un aussi grand nombre de mesures et leur cheminement dans le processus législatif. Il arrive que les membres aient besoin de savoir, à propos de tel ou tel projet de loi, quels en sont les parrains, où en est l'étude en commission ou dans les chambres, sur quelles lois existantes il risque d'avoir une incidence ou encore quelles commissions ont compétence dans le domaine. Il importe que ces données soient exactes, à jour et faciles d'accès. Les fichiers informatisés que nous possédons pour la législation actuelle et pour les deux précédentes ont beaucoup accéléré la transmission de l'information au législateur.

J'ai parlé plus haut des condensés et des résumés analytiques des projets de loi que prépare le service. Ces résumés, rédigés dans un style facilement compréhensible, sont eux aussi mis par ordinateur à la disposition des membres du Congrès. Ils les consultent depuis longtemps avec beaucoup de profit pour prendre connaissance des grandes lignes des projets de loi.

Les électeurs manifestent de plus en plus d'intérêt pour les délibérations du Congrès et pour la façon dont on y traite les grands problèmes de la nation. C'est ce qui explique que le nombre de lettres d'électeurs exprimant leur opinion sur tel ou tel projet de loi a considérablement augmenté ces dernières années et constitue aujourd'hui une part appréciable de la charge de travail dans les bureaux des membres du Congrès. Les résumés analytiques

et les données sur le cheminement des projets de loi que le système SCORPIO met à leur disposition les aident beaucoup à répondre à ces lettres et à rédiger bulletins, communiqués de presse et autres textes à l'intention de leurs électeurs.

Le système SCORPIO comporte un deuxième volet considéré lui aussi comme particulièrement utile. Il s'agit du Major Issues System (Système d'information sur les grands problèmes). Un fichier informatisé qui contient au-delà de 250 dossiers rédigés par nos chercheurs sectoriels sur les grands problèmes nationaux. Tous ces dossiers, appelés Issue Briefs, se présentent de la même façon: définition du problème, historique et analyse, lois en vigueur et audiences ayant eu lieu en commission à leur sujet, chronologie des événements qui s'y rattachent, bibliographie.

Ces dossiers sont continuellement tenus à jour. Ils sont diffusés sur demande à l'intérieur du Congrès, soit par ordinateur, soit sous forme d'imprimés ou sur microfiche. Depuis peu, ils existent aussi sur support sonore ou visuel. La diffusion de ces dossiers dépasse largement les 10 000 exemplaires par mois. Voilà qui témoigne de la faveur dont jouit cette forme de transmission de données auprès du Congrès. Ces dossiers se prêtent d'ailleurs à une foule d'utilisations: les membres s'en servent pour préparer leurs interventions à la chambre ou en commission, pour se documenter en vue d'un discours ou d'une réunion ou encore les envoient à des élec-

teurs désireux de se renseigner sur des questions qui y sont traitées.

Le troisième volet du système SCORPIO a pour sa part une très grande utilité au chapitre des recherches bibliographiques. Le fichier bibliographique, appelé Bibliographic Citation File, contient actuellement plus de 211 000 notices de rapports rédigés par nos propres chercheurs, de documents du Congrès, de certaines publications de l'Exécutif et de l'ONU et enfin d'articles de revues spécialisées parus depuis 1969. Le système SCORPIO permet donc de dresser instantanément des bibliographies à partir du sujet ou du nom d'auteur. Pour accroître encore l'utilité du fichier bibliographique, nous envoyons chaque semaine à tous les membres et à toutes les commissions qui en ont fait la demande un résumé des références ajoutées au fichier dans leurs domaines d'intérêt.

En plus de nos propres banques de données et de celles d'autres services de la Bibliothèque, nous avons commencé à utiliser des fichiers informatisés d'autres organismes publics et d'entreprises privées. Je citerai l'exemple du système JURIS (Justice Retrieval and Information System) qui contient les lois publiées dans le V.U. Code, les arrêts de la Cour suprême et de la documentation juridique diverse. Ce système sert principalement aux chercheurs de notre American Law Division (division de droit américain) quand ils ont à chercher la législation en vigueur dans un domaine

donné. Egalement très utilisé, le système MEDLINE (Medical Literature Analysis and Retrieval System On-Line) de la National Library of Medicine (bibliothèque nationale de médecine) contient des notices bibliographiques dans les domaines de la médecine et de la santé publique.

Quant aux fichiers informatisés du secteur privé, nous disposons depuis quatre ans de la New York Times Information Bank (banque de données du New York Times). Cette banque constitue pour notre Reference Division (division de la référence) une source sûre de résumés analytiques d'articles parus dans le New York Times, dans une douzaine d'autres quotidiens et dans une quarantaine de périodiques. Le Congrès étant très ouvert sur les médias, la banque de données sert à retrouver des articles, à identifier des organismes ou des personnes et à réunir de la documentation rétrospective sur un sujet donné. Notre service a également accès à plus de 80 banques de données bibliographiques par l'intermédiaire de la Systems Development Corporation et de la Lockheed Information Systems.

Comme le Congrès se penche sur des problèmes d'une complexité et d'une technicité croissantes et qu'il réaffirme constamment sa fonction de contrôle vis-à-vis de l'Exécutif, nous nous efforçons de mettre à sa disposition les statistiques nécessaires aux analyses d'ordre fiscal et budgétaire. Nous maintenons plusieurs programmes statistiques et nous sommes abonnés à des banques de don-

nées spécialisées que nos analystes peuvent utiliser pour répondre aux besoins des usagers du Congrès.

Dans le domaine de l'éducation et des services sociaux, le Congrès fait abondamment appel à notre service pour analyser les priorités de financement et l'affectation des crédits. Ici encore, nous nous sommes servis de plusieurs programmes statistiques permettant de définir les diverses formules de financement de l'enseignement supérieur et de répartition entre les comtés et les Etats, des crédits des services sociaux, de ceux de l'éducation et de ceux de la réadaptation à la vie professionnelle.

Notre Economics Division (division économique) possède de quant à elle les compétences nécessaires pour tester différentes hypothèses économiques et leurs répercussions à partir de trois modèles commerciaux modifiables de l'économie américaine - Data Resources Inc., Chase Econometrics et Wharton - et de modèles s'appliquant aux ressources énergétiques et agricoles. Le système de la Data Resources Inc. offre en outre la possibilité de produire des graphiques.

Dans le domaine de la futurologie, le système FIRST (Future Information Retrieval System) contient des prévisions et différentes données sur l'avenir pour aider le Congrès dans sa fonction de plus en plus importante de prospective.

La préparation et l'analyse des sondages est une activité pour laquelle la demande d'assistance augmente considérablement depuis quelques années. Une section de notre American Government Division (division des gouvernements américains) collabore à la conception et à la rédaction de questionnaires et de sondages ainsi qu'à l'analyse des données recueillies. Nous avons en outre accès à un réseau universitaire de banques de données qui renferment des résultats de sondages, de votes des législateurs et des données en histoire politique et sociale.

Tous les exemples que je viens de donner illustrent comment nous en sommes venus à employer des techniques modernes pour répondre aux besoins en information du Congrès. Je tiens cependant à préciser que ces techniques ne constituent pas de simples moyens d'améliorer la transmission des données ou de permettre à nos chercheurs de répondre plus efficacement et plus exhaustivement aux demandes de renseignements des membres du Congrès et de leur personnel. Leur mérite - en particulier celui du système SCORPIO - est de permettre une large diffusion de l'information dans tous les bureaux du Congrès et de faire connaître au personnel les ressources et les services mis à leur disposition.

Le Congrès nous a récemment autorisés à accroître l'utilisation de l'informatique, mais il a également réaffirmé que nos ressources ne doivent servir, en principe, qu'à la satisfaction

de ses besoins. Par contre, les commissions du Congrès chargées de contrôler nos activités ont fait savoir qu'elles considéreraient sérieusement les demandes des organismes extérieurs désireux de profiter de nos fichiers informatisés.

Dans plusieurs des secteurs déjà mentionnés, nous cherchons de nouveaux moyens d'améliorer la diffusion de l'information au Congrès. Par exemple, nous organisons de plus en plus de séminaires et d'ateliers sur des sujets précis ayant un intérêt pour le Congrès. Nous employons toute une gamme de techniques sonores et visuelles à cette fin. A mesure que le personnel des législateurs et des commissions devient plus compétent, nous devons améliorer nos services. Ainsi, nous avons fondé récemment un Legislative Institute (institut législatif) qui aidera le Congrès à s'acquitter de ses fonctions de plus en plus complexes et exigeantes. Etant donné l'augmentation du personnel du Congrès, il est essentiel que les activités de recherche et d'information soient réparties entre le Congrès et notre service dans un esprit de collaboration, de sorte que tous puissent assumer leurs fonctions de la façon la plus efficace et professionnelle possible. Nous travaillons à améliorer et la qualité et la quantité de l'information que nous mettons à la disposition du Congrès et nous nous efforçons d'employer, pour obtenir, analyser et évaluer l'information d'intérêt public, les techniques les plus modernes comme les systèmes de recherche documentaire et bibliographique ainsi que les modèles et les programmes statistiques complexes.

J'espère que mon exposé vous aura donné un aperçu de l'ampleur des ressources que nous employons et des travaux que nous exécutons. En outre, pour une meilleure information des parlementaires, nous nous intéressons aux activités des organismes gouvernementaux dans les différents Etats et nous favorisons également un système d'échange de la documentation. Nous essayons d'exploiter toutes les possibilités de collaboration avec nos homologues des Etats. Mais j'estime qu'en dernière analyse l'utilité d'un organisme ne se mesure pas simplement au volume voire à la qualité de la documentation qu'il recueille et produit, ni à la perfection de ses systèmes informatisés ni au nombre de personnes qui ont accès à ses publications. C'est au contraire notre étroite collaboration avec le Congrès, laquelle nous donne une influence sur l'étude des grands problèmes d'intérêt public, qui constitue notre contribution la plus précieuse.

Par ailleurs, l'échange d'information avec des parlements du monde libre profiterait éventuellement à ces gouvernements. C'est pourquoi nous avons demandé que soit étudié, au moment du réexamen de la politique du service, la possibilité d'échanges non seulement avec les autres gouvernements américains, mais aussi avec les bibliothèques législatives d'autres pays. Permettez-moi d'ajouter que les parlements des pays industrialisés non communistes sont en mesure, par l'entremise de leur bibliothèque législative et de leur service de recherche, d'aider les parlements des pays en voie

de développement à se doter de systèmes d'information et à améliorer les systèmes d'ores et déjà existants. Cette initiative serait de nature à faire avancer la cause de la démocratie et du gouvernement représentatif en divers coins du monde.

Pour moi, l'essence de la démocratie réside dans la représentation des peuples par leur corps législatif, qu'on l'appelle parlement, assemblée ou congrès. Et l'organisme qui a la responsabilité de fournir de l'information exacte et objective à un corps législatif doit consacrer toutes ses énergies à cette tâche exaltante et indispensable.

DAVID MENHENNET
Bibliothécaire
Chambre des Communes
LONDRES, Angleterre.

LA BIBLIOTHEQUE DE LA CHAMBRE DES COMMUNES BRITANNIQUE

SON EVOLUTION RECENTE

LE 2 AOUT 1978

LA BIBLIOTHEQUE DE LA CHAMBRE DES COMMUNES BRITANNIQUESON EVOLUTION RECENTEDavid Menhennet1. MANDAT

Les membres de l'Association des bibliothécaires parlementaires du Canada et leurs collègues d'Europe, des Etats-Unis et d'ailleurs réunis en congrès à Québec savent sans doute très bien en quoi consiste essentiellement le mandat d'une bibliothèque parlementaire. Si, en examinant le rôle concret des bibliothèques parlementaires modernes dans un contexte international, la notion de service d'information et de recherche législatives se situe nécessairement au centre et au premier plan de nos préoccupations, c'est pour l'excellente raison que, sur le plan professionnel, il s'agit précisément du genre de services que nos clients s'attendent que nous leur fournissions quand ils ont besoin d'information. Quelle soit petite ou grande, et quelle soit au service d'un Parlement national ou du Parlement d'une province ou d'un Etat, toute bibliothèque parlementaire doit, de nos jours, assumer cette responsabilité, ce qui l'oblige à offrir un service de bibliothèque de nature spéciale qu'il serait superflu de décrire ici en détail.

Le présent exposé vise à montrer comment l'une de ces institutions, la Bibliothèque de la Chambre des Communes britanni-

que à Westminster, s'efforce de s'acquitter de ses tâches en cette époque d'évolution. J'ai choisi les cinq dernières années comme cadre chronologique de ce que l'on pourrait fort bien appeler un rapport d'activité, et une partie de ce qui suit semblera familier aux Canadiens et à d'autres membres de la profession. J'espère toutefois qu'au moins certains aspects de ma communication revêtira à vos yeux un caractère au moins relativement nouveau, car si les bibliothèques parlementaires sont, en gros, toutes semblables quant à leur raison d'être et à leur fonctionnement, elles sont rarement identiques quant à la nature précise des travaux qui leur sont confiés et aux moyens qu'elles utilisent pour répondre aux demandes auxquelles elles doivent répondre.

2. GESTION ET ORGANISATION

La Bibliothèque de la Chambre des Communes britannique, qui compte près de 90 employés et qui dépense annuellement quelque 600,000 livres en salaires et en matériel, se classe probablement parmi les plus importantes bibliothèques parlementaires du monde. Depuis 1967, elle constitue un service de la Chambre, c'est-à-dire que, sur le plan de la gestion, elle est dirigée par un bibliothécaire qui est nommé par l'Orateur et qui soumet régulièrement à un comité de députés chargés de la Bibliothèque des rapports sur les questions touchant aux services, à la Chambre et à la politique générale de la Bibliothèque. Depuis

1965, le comité de la Bibliothèque est en réalité un sous-comité d'un autre comité beaucoup plus important, soit le comité spécial de la Chambre des Communes (services) ce qui facilite la communication, d'une part, entre la Bibliothèque et les députés, et d'autre part, entre la Bibliothèque et d'autres services connexes, comme ceux de l'hébergement et de l'information, qui sont également représentés au sein du comité spécial de la Chambre par de très petits sous-comités. C'est ainsi qu'on convoque parfois des séances conjointes des sous-comités de la Bibliothèque, de l'hébergement et de la gestion, ou encore des sous-comités de la Bibliothèque et de l'informatique.

Le bibliothécaire s'entretient régulièrement avec les chefs des autres services de la Chambre à l'occasion des réunions du conseil de gestion qui est chargé de coordonner les politiques. L'adoption récente, au cours de l'été, de la Loi sur la Chambre des Communes (Administration) revêt beaucoup d'importance pour le personnel permanent de la Chambre. Cette loi prévoit la création d'une nouvelle commission de la Chambre des Communes qui sera composée de l'Orateur, du leader du gouvernement à la Chambre, d'un représentant de l'Opposition officielle et de trois autres députés non-ministériels. A quelques exceptions près, la nouvelle commission sera chargée, à compter du 1er janvier 1979, de l'embauchage de tous les effectifs des divers services de la Chambre des Communes. Aux termes de la nou-

velle loi, la Bibliothèque demeure un service de la Chambre et, bien qu'aucune décision définitive n'ait encore été prise en ce sens, il se peut qu'on y greffe bientôt le Vote Office, service qui est chargé de l'émission de tous les documents parlementaires d'utilité courante et qui, de ce fait même, effectue des tâches à certains égards de même nature que celles qui sont confiées à la Bibliothèque.

Si l'on donne suite à ce projet de fusion, le mandat de la Bibliothèque, qui consiste, comme on en fait état dans la dernière brochure décrivant les services offerts par la Bibliothèque, à fournir aux députés les ouvrages, documents, et services de renseignements oraux ou écrits dont ils ont besoin pour s'acquitter de leurs fonctions parlementaires, sera non seulement maintenu mais élargi.

3. SERVICES DE RECHERCHE

Les dernières années ont été caractérisées à Westminster (comme ailleurs, je suppose) par la spécialisation accrue du personnel de recherche. Ce qui permet d'offrir aux députés un service plus efficace et plus rapide. On constate d'ailleurs qu'en raison de cette spécialisation accrue, les députés ont davantage tendance à consulter oralement les chercheurs selon leurs champs de compétence. On a dit beaucoup de choses sur l'utilisation du terme "recherche" dans les milieux bibliothécai-

res parlementaires, et je n'entends pas vous entretenir trop longuement de cette question. Je me contenterai de signaler que les questions exigeant une réponse à brève échéance, même celles s'adressant au personnel de recherche, demeurent très fréquentes à Westminster, et elles le deviennent de plus en plus maintenant que le personnel est davantage spécialisé. Cette tendance, que l'on retrouve probablement dans la plupart des bibliothèques parlementaires, est parfois perçue à tort par certains observateurs étrangers à la profession comme une marque de superficialité et de hâte indue. Je ne partage pas cet avis. A ma connaissance, il est très rare que l'imposition d'une échéance serrée se soit traduite par une diminution de la qualité des réponses fournies, et j'estime que si un spécialiste, disons dans le domaine des relations industrielles, est en mesure de fournir rapidement une bonne réponse, fût-elle verbale, il s'acquitte alors de sa tâche avec un maximum d'efficacité. Quoi qu'il en soit, comme l'a décrit récemment l'un de mes collègues, lorsqu'un député veut mettre un ministre à l'épreuve en lui posant une question supplémentaire exigeant une réponse immédiate, il siérait mal qu'on lui promette un document provisoire pour dans six mois.

On n'en a pas moins noté ces dernières années un accroissement sensible du nombre de recherches à long terme et en profondeur effectuées par le personnel de recherche de la Bi-

bliothèque. En réalité, ces recherches, qui donnent toujours lieu à des réponses écrites, ont presque doublé en nombre depuis 1974. Elles sont menées par des chercheurs répartis en six groupes, selon les domaines de spécialisation suivants:

Affaires économiques

Education et services sociaux

Affaires nationales et parlementaires

Affaires internationales et européennes

Science et technologie

Statistique.

Il est à prévoir qu'une spécialisation encore plus poussée entraînera la création d'autres groupes, par exemple dans les domaines de l'énergie et de la défense. Encore là, cette évolution reflète celle de la demande émanant des parlementaires.

Il convient de nous arrêter ici à l'une des conséquences de cette spécialisation accrue du personnel de recherche. M. John Poole, chef de la section de la science et de la technologie, a écrit récemment que cette tendance comportait certains dangers:

"À mon avis, nous nous trouvons en ce moment dans une situation plutôt pré-

caire: généralement, les recherches dans un domaine donné sont effectuées par un seul chercheur rarement appelé à se faire aider ou à travailler en collaboration avec d'autres. En optant pour la spécialisation, ce qui peut sembler une évolution normale dans toute bibliothèque de ce genre, nous nous exposons à devenir fort vulnérables à l'absence ou au départ d'effectifs.²

Toutefois, tous conviendront certes qu'il vaut la peine de prendre ce risque en échange d'une amélioration des services de recherche parlementaire. A l'heure actuelle à Westminster, les cadres supérieurs de la division de recherche (au nombre de 30) sont pour la plupart spécialisés dans un domaine donné, et ils sont assistés, au sein de leur section respective, par un petit nombre de professionnels et d'employés de bureau qui acquièrent eux-mêmes une connaissance assez détaillée de la bibliographie et du contexte dans lequel s'inscrivent les recherches qui sont confiées à leur section. En plus d'être en mesure de conseiller les députés et de répondre à leurs questions en toute impartialité, les chercheurs spécialisés préparent des dossiers et des bibliographies sur des ques-

tions d'intérêt général pour les parlementaires. Même s'il n'est pas toujours possible de consacrer beaucoup de temps à la préparation de tels dossiers en raison du nombre élevé de travaux de recherche que demandent les députés (en 1977, on a répondu à plus de 4,000 demandes écrites de recherche), elle n'en constitue pas moins un aspect important du travail de la division de recherche, comme c'est sans doute le cas dans la plupart des autres bibliothèques parlementaires. Dans le cadre des efforts de coopération européenne, dont je parlerai plus loin dans mon exposé, la Bibliothèque fait parvenir régulièrement au Centre européen de recherche et de documentation parlementaires des exemplaires de ses dossiers et de ses bibliographies.

4. LA BIBLIOTHEQUE SUCCURSALE ET LES ATTACHES DE RECHERCHE DES DEPUTES

Comme dans bien d'autres parlements, on manque de locaux principaux, situés assez proches du centre et réservés à la fois aux députés et au personnel de Westminster. En 1975, alors que l'édifice Norman Shaw (Nord) situé sur le quai Victoria, à environ cinq minutes de marche de Big Ben, était occupé par quelque 117 députés et leurs secrétaires, la Bibliothèque a ouvert une succursale au cinquième étage de cet édifice. On voulait ainsi premièrement donner un service d'information parlementaire et de consultation aux députés et à leurs secrétaires qui y travaillaient (récemment, leur nombre s'est accru

car on a ouvert d'autres bureaux dans un édifice avoisinant) et, deuxièmement, il faudra satisfaire les nouveaux besoins des attachés de recherche affectés personnellement aux députés qui sont de plus en plus nombreux. On en compte probablement 200 à Westminster maintenant.

Un comité spécial qui a présenté un rapport en 1975 sur l'aide aux députés a laissé entendre que "grâce à la Bibliothèque, les députés arrivaient à faire faire leurs recherches d'une manière satisfaisante mais qu'ils avaient besoin davantage d'aide personnelle. Voici ce que dit le rapport:

"Il est plus difficile de définir précisément les fonctions d'un attaché de recherches affecté personnellement à un député, car il exécute des fonctions d'un niveau différent de celles du personnel de la bibliothèque. Il peut donner une dimension politique à son travail, ce que le personnel de la bibliothèque au service des députés de tous les partis ne peut ni ne désire faire".³

La principale salle de la Bibliothèque est réservée aux députés eux-mêmes, et les attachés personnels de recherche

n'ont donc pas toujours trouvé facilement accès aux documents essentiels de la Bibliothèque qu'ils doivent de toute évidence consulter. On a résolu, du moins partiellement, le problème, en créant une bibliothèque succursale, à quelque distance des salles principales: les attachés de recherche, ainsi que les secrétaires des députés, peuvent désormais utiliser la bibliothèque succursale en tout temps. Tout récemment, le bibliothécaire a été autorisé à augmenter le nombre des ouvrages de consultation de la succursale, afin de mettre à la disposition des employés personnels des députés de meilleurs moyens de se documenter.

5. SERVICES PUBLICS D'INFORMATION PARLEMENTAIRE

Le Comité des services de la Chambre des Communes a commencé son rapport sur les "Services au public" comme suit:

"Votre comité doit d'abord s'attacher à fournir aux députés les services dont ils ont besoin pour remplir leurs fonctions parlementaires. Il tient aussi énormément à bien desservir le public, tant celui de toutes les parties du Royaume-Uni et de l'étranger qui vient visiter le Palais que celui qui demande des renseignements par téléphone ou par lettre".⁴

Tout comme la plupart des bibliothèques parlementaires, celle de la Chambre des Communes donne, depuis un grand nombre d'années au public, les renseignements qu'il demande sur le Parlement et sur ses séances. Depuis 1975 c'est la succursale qui se charge de répondre à la grande majorité des demandes de renseignements provenant de l'extérieur.

A la suite du rapport susmentionné, toutefois, la Bibliothèque offre depuis juin 1978, un centre officiel d'information dans le but de répondre aux demandes de renseignements sur le Parlement que le grand public adresse à la Chambre des Communes. Ce nouveau centre d'information s'appelle le Bureau d'information du public et il fait partie maintenant de la succursale initiale.

Conformément à ce qui avait été, en outre, recommandé, on fera paraître régulièrement à partir de cet automne le Bulletin d'information hebdomadaire de la Chambre des Communes. Compilé dans le Bureau d'information publique de la Bibliothèque et publié par l'Imprimerie de Sa Majesté au tarif annuel modique de f24, ce bulletin se propose de tenir ses lecteurs au courant des événements actuels et prochains de la Chambre des communes. Il contient notamment des résumés des sujets de délibérations récentes et prochaines; une liste complète des bills publics avec le stade de leur étude; une liste des membres des comités; les résultats d'élections complémentaires, la liste

des membres des partis politiques de la Chambre; et la législation privée. Un bulletin d'information hebdomadaire semblable commencera à être publié vers la même époque pour la Chambre des Lords.

La mise en oeuvre d'une troisième proposition présentée par le Comité susmentionné au sujet des services au public - la création d'une forme assez modeste de services d'information sur le Parlement et ses travaux, destinée aux écoles et aux universités - a été remise à avril 1979. On espère qu'alors un nouveau poste de préposé à l'information sera créé à la Bibliothèque. Entre temps, cette dernière a collaboré avec le personnel d'autres ministères pour planifier certains aspects du nouveau service d'information: une présentation audio-visuelle, ou présentation de diapositives sur le Parlement, des dispositions pour des visites éducatives guidées du Palais de Westminster et la distribution dans les écoles et universités de documentation sur le Parlement et ses travaux.

Ces trois nouveaux services, lorsqu'ils seront vraiment au point, représenteront un prolongement intéressant des responsabilités traditionnelles de la Bibliothèque. On continuera à accorder une priorité absolue aux députés. Mais ces "services au public", qui seront dotés en personnel comme des unités tout à fait distinctes afin de ne pas nuire aux services

dispensés aux députés, devraient en quelque sorte répondre à la proposition exprimée dans l'éditorial du "The Parliamentarian" en avril 1978:

"On souhaite souvent "mettre le Parlement à la portée de la population" mais ce vœu est rarement énoncé. Ce cliché toutefois n'en recouvre pas moins un besoin réel, celui d'un petit bureau impartial attaché au Parlement et animé en quelque sorte d'un esprit missionnaire, avec fonction de promouvoir la compréhension et le respect de l'institution qui est, après tout, essentielle au mode de vie de la plupart des pays du Commonwealth".

6. USAGE DE L'INFORMATIQUE A WESTMINSTER

En janvier 1977, un comité mixte officieux des deux Chambres du Parlement, concluait qu'à Westminster "ni les députés ni les hauts fonctionnaires rattachés à leurs services ne peuvent se tenir au courant de tous les faits essentiels ni continuer à effectuer leur travail efficacement sans l'aide de l'informatique".⁵ Depuis 1968, la Bibliothèque de la Chambre des Communes envisage en effet de faire indexer les documents par ordinateur, et elle a prêté son concours à divers services expérimentaux de ce genre, mais il est incontestable que, de-

puis deux ans, l'intérêt qu'elle portait aux applications de l'informatique s'est considérablement accru et on verra dans les quelques paragraphes suivants comment cet intérêt s'est manifesté dans les deux Chambres du Parlement.

En un peu moins de 25 ans, la Bibliothèque de la Chambre des Communes a mis sur pied un service d'indexation de grande envergure: elle indexe chaque année environ 90,000 articles. Ces index, qui sont compilés à la main, renferment des références aux travaux des Parlements britanniques, européens et internationaux, aux documents officiels et aux commentaires de la presse et des périodiques; il m'est vraiment inutile d'insister davantage sur l'importance du travail quotidien de la Bibliothèque et ce, pour des raisons qui sont maintenant fort bien connues et qui sont décrites en détail dans le témoignage écrit et verbal de la Bibliothèque devant le Comité spécial de la Chambre des Communes (Services) en 1977.⁶ La Bibliothèque en est arrivée à la conclusion qu'avec l'indexation manuelle - ce qu'elle pratique actuellement de façon intensive - elle serait incapable à l'avenir de satisfaire aux demandes à la fois quantitatives et qualitatives d'indexation analytique. Une conversion du système à l'informatique, au cours d'une période de cinq ans, a été considérée comme la seule solution satisfaisante à long terme et, en janvier 1978, la Chambre des Communes a adopté les plans présentés par sa Bibliothèque.

Les neuf index actuels de la Bibliothèque présentent une tranche visible: ils sont montés sur des panneaux rotatifs. D'ici cinq ans, chacun de ces index sera versé dans un système informatique, et les index manuels actuels ne cesseront d'exister que lorsque la nouvelle méthode fondée sur l'ordinateur aura fait ses preuves. Le nouveau système fonctionnera à l'aide d'un ordinateur installé et entretenu dans des locaux dispensés par le fournisseur; les index seront stockés dans l'ordinateur; ils pourront être consultés en direct sur demande, et seront mis à jour, à partir de tableaux reliés à l'ordinateur par un réseau téléphonique public. Dès qu'elle déposera des fonds nécessaires pour acquérir le nouveau système d'ordinateur, la Bibliothèque de la Chambre des Communes se propose de mettre en oeuvre son plan d'indexation en créant une section d'indexation qui dispensera la Bibliothèque complètement ou presque de participer au système. A l'heure actuelle, plus de 25 membres du personnel fournissent une part relativement restreinte de leur temps aux opérations d'indexation manuelle alors qu'un système d'ordinateur exigera une indexation plus concentrée et professionnelle et devra répondre à des détails rigoureux, d'où l'importance d'une section d'indexation distincte.

Une fois mis au point, le système d'ordinateur fournira aux députés, à leurs adjoints et, bien sûr, au personnel de la Bibliothèque et des autres ministères d'Etat un certain nombre de services améliorés:

- (i) la possibilité de consulter directement tous les index de la Bibliothèque à partir d'un certain nombre de terminaux situés dans la bibliothèque principale, dans certains de ces bureaux et dans l'édifice Norman Shaw, et dans d'autres locaux du Parlement;
- (ii) la concentration en un seul index de références sur divers sujets qui sont présentement éparpillés dans neuf index différents;
- (iii) d'importantes améliorations dans la qualité de l'indexation qui permettront de consulter l'index par sujets précis, par ensemble de sujets, par nom de député, par nom d'auteur, par date de publication et par type d'article (par exemple, document de commande ou texte réglementaire);
- (iv) un index central pour les questions parlementaires, y compris une indexation par sujet;
- (v) du matériel pour imprimer les résultats des recherches;
- (vi) en temps voulu, des services de mise au courant des faits d'actualité, conçus pour avertir les députés et les spécialistes de tout récent document sur des sujets dignes de les intéresser plus particulièrement.

Les références bibliographiques ne seront automatisées que neuf mois, pour permettre à la Bibliothèque de recruter un responsable compétent des services informatiques, mais on a mis la dernière touche au projet et on a déjà accompli un grand travail sur le thésaurus.* La Bibliothèque espère que l'arrivée en octobre du nouveau responsable permettra à ces projets de se réaliser plus rapidement. On a choisi les questions parlementaires (30,000 références sont actuellement répertoriées chaque année), en raison de la mine de renseignements qu'elles contiennent, pour servir de premières données au nouvel ordinateur. Il convient de souligner à cet égard que même si la Bibliothèque a pris sa décision en toute liberté, l'Assemblée nationale française et le Bundestag ont d'abord choisi les questions parlementaires pour leur système de recherches documentaire.

Entre temps, la Bibliothèque de la Chambre des Communes met en oeuvre un projet pilote distinct qui permet aux députés de faire des prévisions de nature économique. Le Conseil du trésor utilise depuis des années un modèle macro-économique pour faire des prévisions à court et à moyen terme sur l'économie britannique. Aux termes de la Industry Act 1975, il doit mettre ce modèle à la disposition de la population et des usagers autres que les services gouvernementaux; il publie deux fois par an des prévisions concernant certaines

* Un renvoi détaillé sur le thésaurus figure à la fin de ce document.

variables économiques importantes d'après ses propres hypothèses, mais comme le public peut accéder au modèle, des usagers privés sont en mesure de faire des prévisions en se fondant sur des hypothèses qu'ils ont eux-mêmes choisies. En décembre 1977, le Services Committee de la Chambre des Communes a autorisé un projet pilote destiné à permettre aux députés de recourir au modèle par l'entremise d'un bureau commercial d'informatique pour faire leurs propres prévisions. Au nombre des principales "variables" économiques que les députés peuvent changer au cours des prévisions figurent le niveau d'imposition, les dettes publiques, le cours du commerce mondial et le taux de change de la livre sterling. Le nouveau projet est actuellement mis en oeuvre par la section des statistiques de la Bibliothèque, qui a adhéré à un "Club" d'usagers pour que la population puisse accéder aux bandes informatiques du modèle économique du Conseil du trésor. Un article détaillé du député Jeremy Bray intitulé Cracking open the secrets of the Treasury's black box, a paru dans le New Statesman du 14 juillet 1978.

Lorsque le Royaume-Uni s'est joint aux Communautés européennes, le Parlement s'est trouvé aux prises avec un flot de documents venant de Bruxelles, du Luxembourg et de Strasbourg, qu'il fallait stocker et publier, souvent dans un très bref délai. La Bibliothèque de la Chambre des Communes a con- signé ces documents dans son répertoire manuel actuel. Cepen-

dant, la Chambre des Lords, qui n'arrivait pas à absorber ce nouvel amoncellement de renseignements officiels et qui a fait contre mauvaise fortune bon cœur, a adopté un système d'informatique à cet égard. Ce dernier a été mis en service au début de 1977 et bien qu'il appartienne à la Chambre des Lords, on a prévu au départ qu'il serait au service du Parlement: ainsi, lorsque le personnel du bureau de la Chambre des Lords enregistre la masse des données, la Bibliothèque de la Chambre des Communes profite également de l'élargissement continu du fichier central, qui est le plus grand en ce qui concerne les documents européens. Il y a sept terminaux à la Chambre des Lords et deux à la Chambre des Communes; ils sont actuellement reliés à un service qui est intégré à l'ordinateur principal appartenant au Conseil du Grand Londres. Le logiciel est STAIRS/ATMS d'IMB (Storage and Information Retrieval System/Advanced Text Management System). (Système de stockage et de recherche documentaires/système avancé de gestion de mise en forme de textes). Le fichier central européen n'est pas un texte complet mais un répertoire de "longs titres" qui donne une idée assez précise du contenu du document en question; de plus les champs à formules qui accompagnent l'entrée du document dans le système informatique donnent des renseignements connexes sur les projets de loi, indiquant par exemple que ces règlements passent par les institutions européennes concernées et par les diverses étapes du comité spécial, et qu'ils sont encore étudiés

à plusieurs reprises à Westminster. Le personnel du bureau du Parlement de la Chambre des Lords travaille en collaboration avec celui de la Bibliothèque de la Chambre des Communes pour remplir et mettre à jour ces champs à formules.

La Chambre des Lords dispose déjà d'un certain nombre d'autres fichiers centraux et même si cela ne suffit pas pour dispenser la Bibliothèque de la Chambre des Communes de transférer ses répertoires à un ordinateur, ils favorisent la collaboration entre les deux Chambres. Ainsi, la Bibliothèque de la Chambre des Lords a accès, grâce à un relai téléphonique à l'extérieur, à BIAISE, le British Library Automated Information Service, qui contient le catalogue de toutes les publications mentionnées dans la bibliographie nationale britannique depuis 1950 et tous les documents sur la Bibliothèque du Congrès depuis 1969. Le personnel de la Bibliothèque de la Chambre des Communes a reçu l'autorisation d'utiliser BIAISE, et il est probable que nous ayons bientôt à cette fin notre propre terminal. LOCAS, le British Library Local Cataloguing Service, est un système qui permet de compiler des catalogues locaux destinés à certaines bibliothèques, en se basant sur les principaux documents de BIAISE outre d'autres références; la Bibliothèque de la Chambre des Lords se sert actuellement de LOCAS pour publier un nouveau catalogue de ses ouvrages, qui est constamment mis à jour.

L'utilisation de l'ordinateur au Parlement ne se limite naturellement pas aux cas que je viens de décrire brièvement. La Bibliothèque et le service d'information de la Chambre des Lords fournissent déjà des renseignements, à petite échelle, au moment du lancement de PRESTEL dans les diverses régions du Royaume-Uni. Jadis connu sous le nom de Viewdata, PRESTEL est un système d'information publique automatisée qui fonctionnera grâce au récepteur de télévision et qui est actuellement mis au point et lancé par le bureau de poste britannique. La Bibliothèque de la Chambre des Communes fournit à l'intention de PRESTEL et à titre expérimental sa part d'information sur le Parlement, par l'entremise de nouveaux bureaux d'information publique et en collaboration avec le bureau central d'information. De façon générale, il est certain que la Bibliothèque va utiliser davantage le service d'information bibliographique automatisée, c'est pourquoi on étudie avec intérêt les possibilités qu'offre EURONET. L'adoption éventuelle de la typographie automatisée dans l'imprimerie va offrir de nouvelles possibilités, c'est-à-dire qu'elle permettra d'automatiser tout le texte des débats et des documents parlementaires. Pour toutes ces questions, les Chambres du Parlement et la Bibliothèque de la Chambre des Communes en particulier ont reçu l'aide et les conseils efficaces de la Central Computer Agency (CCA) à qui sera confié, du moins on en envisage la possibilité, le contrat des travaux informatiques de la Bibliothèque.

Enfin, les députés des deux Chambres s'intéressent de plus en plus aux progrès de l'informatique, malgré la technicité de la question et l'importance des dépenses initiales, et chaque Chambre possède à l'heure actuelle son sous-comité des questions informatiques. Lorsque la Bibliothèque devra définir ses besoins concernant son projet de catalogue, d'ailleurs essentiel, elle le fera certainement en tenant compte de l'utilisation de l'informatique dans l'ensemble de la Chambre des Communes.

7. LA BIBLIOTHEQUE ET LA PRESENCE BRITANNIQUE AU SEIN DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE⁸

Lorsqu'en janvier 1973, le Royaume-Uni est entré dans le Marché commun, dont le nombre de membres était porté à neuf, la tâche de la Bibliothèque de la Chambre des Communes était clairement tracée: fournir aux députés des services de documentation et d'information sur les affaires européennes de qualité égale à celle des services d'information sur la Grande-Bretagne. On pouvait d'emblée prévoir, que les députés désireraient être informés, au plus tôt, des avant-projets de loi rédigés par la Commission à Bruxelles pour présentation au Conseil des ministres de la Communauté européenne.

De manière à répondre à ce nouveau et important besoin, le Foreign and Commonwealth Office de Londres envoie à

la Bibliothèque de la Chambre des Communes un exemplaire de toutes les propositions de loi du Marché commun, de même que des notes explicatives pour chacune d'elles. En outre, la section européenne de la Bibliothèque reçoit toute la gamme des publications du Marché commun, assure un service de coupures de journaux qui catalogue chaque jour une volumineuse documentation tirée des journaux britanniques et de certains quotidiens européens. Le catalogue européen principal a pour but de permettre aux députés et au personnel de connaître le cheminement législatif de tout règlement, décision et directive récents en vigueur dans le Marché commun - depuis sa proposition par la Commission jusqu'à son adoption. A ce répertoire compilé manuellement - et pourtant nécessaire - vient s'ajouter le fichier central européen de la Chambre des Lords décrit ci-dessus, et auquel contribue la Bibliothèque de la Chambre des Communes. La fusion éventuelle de ces deux catalogues demanderait un travail préliminaire considérable ainsi que d'importantes modifications au fichier central.

Cette entrée exhaustive de données dans l'ordinateur ainsi que les processus de "répertoriation" constitue la base même des services d'information et de recherche que la Bibliothèque offre à la Chambre, à un député donné et au "Commons Select Committee on European Legislation". Par suite de l'in-

tégration du Royaume-Uni au Marché commun, les préposés à la consultation et à la recherche sont souvent tenus de couvrir les affaires européennes dans leurs réponses; il ne suffit plus, par exemple, d'exposer le règlement en matière de commercialisation du lait ou les dispositions concernant la pollution par le bruit dans les lieux publics uniquement pour le Royaume-Uni: il faut y ajouter des renseignements du même ordre pour le reste de l'Europe.

La Bibliothèque de la Chambre des Communes a maintenu, dès le départ, des contacts réguliers avec la Bibliothèque du Parlement européen au Luxembourg. Toutefois, ces contacts prirent une allure plus officielle en juin 1977 lorsque, à la Conférence de Vienne, les présidents des Assemblées parlementaires européennes décidèrent de créer un nouveau Centre européen de recherche et de documentation parlementaires. Ce dernier ne se limite pas aux seuls pays de la Communauté européenne. En effet, il est à la fois administré par la Communauté et par le Conseil de l'Europe à Strasbourg.

Le Bibliothécaire adjoint est le correspondant de la Chambre des Communes en ce qui concerne ce centre et contrôle notre participation. Des échanges réguliers de documents et d'informations entre le Centre européen et la Bibliothèque de la Chambre des Communes ont été organisés. Le Centre a lancé

une circulaire et l'on est en train de dresser la liste des périodiques. Le bibliothécaire adjoint représente également la Chambre des Communes (G.B.) lors des réunions de table ronde du Conseil de l'Europe qui constituent une tribune précieuse quant à l'utilisation d'ordinateurs dans le domaine parlementaire. Le Centre européen et les réunions de table ronde illustrent le caractère plus officiel de la coopération entre bibliothèques et organisations de recherche des parlements européens. La Bibliothèque de la Chambre des Communes désire contribuer à part entière à ce développement de même qu'à celui de domaines plus vastes comme la coopération entre pays du Commonwealth et une bibliothèque internationale.

8. TELEVISION: SERVICE DE CASSETTES AUDIO-VIDEO

Depuis près d'un an, la Bibliothèque offre à ses députés et sur place un service de choix en matière de bandes audio-vidéo. Les bandes de certaines actualités télévisées et d'émissions sur les affaires courantes venant de Londres et des principales régions sont prêtées à la Bibliothèque, habituellement pour deux semaines. Elles peuvent être passées sur des téléviseurs spécialement modifiés à cet effet. La BBC et les sociétés indépendantes de télédiffusion participent, de concert avec la Bibliothèque, à ce projet expérimental. A l'heure actuelle, seul un nombre limité de ces bandes est disponible. Toutefois, ce nouveau service est de plus en plus en demande.

Il permet notamment à un député de regarder, sur un téléviseur modifié, une émission récente sur des affaires courantes régionales touchant sa circonscription qu'il n'a pu voir lors de la présentation initiale parce qu'il était à Westminster. Ce service n'a rien à voir avec la diffusion des délibérations du Parlement dont les principales bandes se trouvent sous la garde du Parliamentary Sound Archive Unit et entrent dans les opérations de gestion journalière effectuées par le Clerk on the Records à la Chambre des Lords.

9. CONTINUITÉ ET CHANGEMENTS

Je n'ai pas dit grand chose dans mon mémoire à propos de la sélection des livres, du catalogue, des installations de microfilms, de la consultation générale et de certains autres services essentiels - principalement parce qu'il va de soi qu'ils seront maintenus à Westminster ou ailleurs. En effet, le bibliothécaire parlementaire actuel cherche à maintenir les assises traditionnelles de son travail - c'est-à-dire à rendre un service professionnel de qualité au corps législatif et à ses membres face à la rapidité des progrès technologiques et à l'évolution des besoins, l'utilisation de l'ordinateur en est un exemple. Depuis l'intégration du Royaume-Uni à la Communauté européenne, la Bibliothèque de la Chambre des Communes a des responsabilités accrues qui reflètent les nouveaux besoins. Toutefois, bien que

dans tous les pays les services de bibliothéconomie parlementaire - tant dans le domaine de la consultation que de la recherche - soient appelés à s'étendre, je crois que la meilleure façon d'y faire face, c'est de mettre l'accent sur la qualité du service rendu, ce qui a toujours été le but de notre profession.

NOTES ET REFERENCES

1. J.B. Poole (avec A.M. Gould) "Information for Parliament" dans Aslib Proceedings, juin 1977, p. 223.
2. Ibid, p. 223.
3. Deuxième rapport du Select Committee on Assistance to Private Members: Research Assistance. House of Commons Paper 662 de 1974-1975, para. 9 et 4.
4. Huitième rapport du Select Committee on House of Commons (Services): Services (Soulignement de l'auteur).
5. Report on Computers to the Leaders of both Houses. House of Commons Paper 78 de 1976-1977, para. 30.
6. Cinquième rapport du Select Committee on House of Commons (Services): Computer - based indexing for the Library. House of Commons Paper 377 de 1976-1977.
7. Etant donné que le Parlement s'intéresse activement à une gamme de plus en plus vaste de questions, les répertoires de la Bibliothèque se sont allongés. Par ailleurs, comme le personnel

de recherche se spécialise de plus en plus, le vocabulaire répertorié devient de plus en plus complexe. Pour pouvoir répertorier sur ordinateur, la Bibliothèque est actuellement en train de compiler son propre thésaurus: ce document portera sur un grand nombre de questions susceptibles d'intéresser les services d'information de la Bibliothèque. Il comprendra une liste alphabétique de sujets techniques (vocabulaire contrôlé), et aussi trente groupes de sujets classés par ordre alphabétique, comme PARLEMENT, TRAVAIL ET MAIN-D'OEUVRE et ENSEIGNEMENT. Chaque terme, outre le code qui marque son appartenance à un groupe particulier, porte une lettre, par exemple:

Vocabulaire contrôlé	C
Termes libres	L
Noms personnels	P

etc.

La disposition des termes a commencé au printemps de 1977 et un membre du personnel de la Bibliothèque a été spécialement choisi pour superviser le travail de compilation jusqu'en juin 1978. L'ensemble informatique ICI "ASSASSIN" effectue le tri des termes, et un projet pilote destiné à vérifier l'efficacité provisoire du thésaurus sera mis en oeuvre en octobre ou novembre 1978. On espère terminer l'ouvrage à l'été 1979. Il s'agit d'un document dynamique en constante évolution; on envisage donc de publier chaque année une nouvelle édition.

8. Comme tout le monde le sait, la Communauté européenne comprend trois communautés créées par des traités distincts: la Communauté européenne du charbon et de l'acier, la Communauté économique européenne de l'énergie atomique.

JEAN BECARUD
Bibliothécaire en chef
Bibliothèque du Sénat,
PARIS, France

LES BASES DE DONNEES INFORMATIQUES
MISES A LA DISPOSITION DES SENATEURS

LE 16 JUIN 1978

La Conférence des Présidents des Assemblées parlementaires des pays représentés au Conseil de l'Europe a adopté en 1976 une recommandation tendant à la création d'un Centre européen de recherche et de documentation parlementaires placé sous l'égide du Parlement européen et de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Ce centre a pour mission d'assurer une coordination et une intensification des échanges de documents parlementaires, d'études et informations entre les services des Assemblées des pays membres.

Il doit également préconiser le développement des systèmes de données informatisées dans les Parlements des pays membres et favoriser l'établissement de liaisons directes entre ces Parlements et les systèmes de données européennes.

Il doit enfin encourager les échanges de personnels entre les Assemblées afin d'améliorer la connaissance des régimes institutionnels des différents pays.

Pour la réalisation de ces différents objectifs dont la finalité est l'amélioration des moyens d'information et de documentation mis à la disposition des parlementaires, différentes mesures ont déjà été arrêtées:

- désignation dans chaque Assemblée des pays membres d'un "correspondant" du Centre européen de recherche et de documentation parlementaires chargé de transmettre au centre des informations sur les études réalisées ou sur l'état d'avancement de la mise en place de systèmes informatisés de documentation;
- diffusion d'un bulletin d'information qui, paraissant quatre fois par an, précise aux "correspondants" la teneur des études réalisées et des publications effectuées;
- organisation d'échanges de personnels entre les Parlements;
- réunion régulière des "correspondants" qui suivent l'évolution de la mise en place du centre et établissent les propositions concernant son développement ultérieur tant à la Conférence des Présidents des Assemblées qu'au Parlement européen et à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

La Conférence des Présidents des Assemblées parlementaires européennes qui doit se tenir à La Haye les 23 et 24 juin doit faire le point des réalisations du Centre européen de recherche et de documentation parlementaires, déterminer ses moyens d'ac-

tion pour l'avenir et arrêter des recommandations sur le développement de ses activités.

Le Sénat apporte son concours au fonctionnement du Centre auquel il adresse toutes ses publications et les études susceptibles d'intéresser les autres Parlements.

LES BASES DE DONNEES INFORMATIQUES

MISES A LA DISPOSITION DES SENATEURS

I - SITUATION ACTUELLE DES BASES DE DONNEES INFORMATIQUES DONT DISPOSENT LES ASSEMBLEES PARLEMENTAIRES

Le Bureau du Sénat avait demandé le 11 juin 1975 que soient examinées les conditions dans lesquelles la Haute Assemblée pourrait, d'une part, constituer avec l'Assemblée nationale une base de données relative aux travaux parlementaires, d'autre part, accéder aux banques de données et aux fichiers informatisés de l'Administration.

Après trois années de travaux le Sénat est en mesure de répondre à cet objectif et dispose:

- . de bases de données parlementaires
- . des bases de données du Centre d'informatique juridique (jurisprudence et législation nationales)

- . de bases de données économiques de l'INSEE
- . de bases de données des Communautés européennes.

1. Les bases de données parlementaires

1.1. La base S.E.A.N.C.E. (1)

La base S.E.A.N.C.E. retrace l'ensemble des travaux parlementaires du dépôt à l'adoption de la loi par l'Assemblée nationale et le Sénat.

On y trouve l'analyse du texte, les travaux des Commissions (réunions, rapports, décisions), la discussion générale et la discussion des articles retraçant les interventions des orateurs, les scrutins, les résultats et les incidences politiques diverses.

Après avoir fait l'objet de deux expérimentations l'une sur certains débats de la session de printemps 1977, l'autre sur une partie des débats concernant la loi de finances pour 1978, la base S.E.A.N.C.E. est opérationnelle depuis le 3 avril 1978. Elle comprendra annuellement 10 millions de caractères.

(1) S.E.A.N.C.E.: Système d'exploitation à l'usage des Assemblées de nomenclatures de classement en vue de leur édition.

1.2. La base QUESTIONS

La base QUESTIONS reprend les questions orales ou écrites (environ 15,000/an) posées par les parlementaires et les réponses apportées par les ministres.

Outre le résumé des questions et des réponses, elle comporte le processus suivi et les modifications éventuelles (retrait, transformation, radiation, annulation).

Cette base est opérationnelle depuis le 3 avril 1978, elle comportera 1,5 million de caractères par an.

1.3. La base T.R.I.B.U.N. (2)

La base T.R.I.B.U.N. comprend l'ensemble des renseignements publics concernant les députés et les sénateurs:

- . date et lieu de naissance
- . mandats parlementaires, locaux ou autres, éventuellement fonctions gouvernementales
- . appartenance et fonction politique

(2) T.R.I.B.U.N.: Traitement informatique de bordereaux unifiés nominatifs.

- . nomination au Bureau des Assemblées, dans les Commissions et dans les organismes extra-parlementaires.

2. Les bases juridiques du CEDIJ

2.1. Les bases jurisprudentielles

Le Sénat et l'Assemblée nationale disposent des bases de données jurisprudentielles du Centre d'informatique juridique (CEDIJ).

211. Le Conseil d'Etat

La jurisprudence administrative du Conseil d'Etat et du tribunal des conflits.

La jurisprudence fiscale depuis 1955 et la jurisprudence générale depuis 1971. A l'intérieur de la jurisprudence générale, la jurisprudence relative à l'urbanisme est disponible depuis octobre 1967.

Chaque arrêt est précédé de références qui renvoient aux textes légaux ou réglementaires concernés ainsi qu'aux articles de doctrine qui renvoient eux-mêmes à la jurisprudence antérieure.

212. La Cour de cassation

La jurisprudence de la Cour de cassation, tant de la Chambre civile que de la Chambre criminelle, est disponible depuis 1970 et jusqu'en 1975. Ces arrêts sont également précédés de références.

213. Le Conseil constitutionnel

Les décisions du Conseil constitutionnel, depuis sa création en 1958, sont également interrogeables à l'écran du terminal du Sénat, à l'exception du contentieux électoral.

2.2. Les bases de législation nationale

Les bases juridiques du CEDIJ permettent également la consultation de la législation et surtout de la réglementation en vigueur dans certains domaines.

. la législation fiscale

Celle-ci est disponible depuis 1966 et comprend:

- le code général des impôts
- les circulaires relatives à la TVA
- les traités fiscaux

. la législation sociale comprend le code du travail depuis sa refonte en 1973 et jusqu'au 31.

12.1977

- . la législation commerciale de 1968 à 1975
- . la législation municipale de 1957 à 1976. Le nouveau Code des Communes est en cours de génération.
- . les textes relatifs à la défense de 1971 à octobre 1975
- . les textes relatifs à l'urbanisme de 1955 à décembre 1971. La mise à jour de la législation sur l'urbanisme est en cours de génération.

3. Les bases de données économiques de l'INSEE

Elles comprennent un système d'information conjoncturelle (SIC), des tableaux économiques d'ensemble de la comptabilité nationale (ALICE).

3.1. Le système d'informations conjoncturelles (SIC)

Ce système interrogeable par le logiciel PRECOCE permet l'interrogation de 10,000 séries statistiques qui couvrent 12 domaines (agriculture, consommation, commerce extérieur, emploi, finances, production industrielle, logement, enquêtes de conjoncture, prix de détail, compte trimestriels, revenus, énergie).

La plupart des séries commencent dans les années 1960 mais par exemple, l'indice des prix de détail remonte à 1949.

3.2. Les tableaux économiques d'ensemble (ALICE)

Le système ALICE contient les données relatives à la comptabilité nationale depuis 1959 sous forme de tableaux. Il est interrogeable à partir du logiciel ARGOS, mis au point par l'INSEE, d'un maniement aisé en raison d'un langage très souple. ALICE, qui succède à SAGACE, ne reprend à l'heure actuelle que le tableau économique d'ensemble.

4. Les bases de données des Communautés européennes

4.1. Les bases de données juridiques du système CELEX permettent la consultation du droit et de la jurisprudence communautaire ainsi que de certaines mesures nationales d'exécution depuis 1950.

4.2. Une base de données à caractère économique (CRONOS) peut également être interrogée. Elle comprend 480,000 séries statistiques, couvrant l'ensemble des pays de l'Europe des Neuf plus les Etats-Unis et le Japon. Cette base fait l'objet d'une mise à

jour journalière qui donne aux renseignements fournis un caractère d'actualité immédiate. De plus, il est possible d'obtenir des graphiques à l'écran pouvant être édités sur imprimante.

CONCLUSION

L'intérêt de la disposition et de l'interrogation des bases de données parlementaires, juridiques ou économiques est évident.

Elles constituent un instrument de travail irremplaçable par leur fiabilité et par la rapidité d'information qu'elles permettent.

Un problème demeure cependant en particulier pour les bases de données économiques de l'INSEE. Outre la lourdeur du langage PRECOCE se pose un problème d'actualisation des données qui, pour certaines séries statistiques, fait défaut.

II - EXTENSION ENVISAGEE PAR LE SENAT POUR L'INTERROGATION DE BASES DE DONNEES NOUVELLES

Parmi les extensions envisagées, il convient de distinguer:

- . les négociations en cours
- . les négociations éventuelles pour l'avenir

1. Les négociations en cours

Les négociations en cours tendent à ouvrir au Sénat l'accès des bases de données du CNRS et de la Documentation française.

1.1. Les bases de données du CNRS

Les bases de données présentant le plus d'intérêt pour le Parlement et dont dispose le CNRS sont les suivantes:

- . économie de l'énergie
- . emploi et formation
- . science administrative
- . économie de l'agriculture
- . Bureau international du travail
- . information et sciences juridiques ainsi que les projets dont le démarrage est prévu prochainement
- . Bulletin de la Fondation nationale des sciences politiques
- . sciences humaines de la santé

Au total, les bases de données du Centre de documentation en sciences humaines (CDSH) comprennent environ 400,000 références pour un volume de 200 millions de caractères utiles.

Toutefois, si l'accès aux bases de données dont le CNRS est directement propriétaire ne semble pas devoir poser de problèmes, l'accès aux autres bases constituées en réseau, notamment économie de l'énergie, emploi et formation, Bureau international du travail, sciences humaines de la santé et économie de l'agriculture, devront faire l'objet d'une négociation spéciale avec les fournisseurs de l'information.

Le langage employé par le CNRS (SPLÉEN) doit, par ailleurs, faire l'objet d'une transcodification pour être interrogeable par le logiciel STAIRS.

Il est à noter que les bases du BIT sont accessibles depuis le 1er mai 1978 sur le système LOCKHEED. L'accès à ce système fait l'objet d'études en cours.

1.2. Les bases de données de la Documentation française

Les bases de données actuellement interrogeables représentent un volume de 60 à 65 millions de caractères.

121. Base bibliographique

Cette base comprend les références aux publications de la Documentation française de 1970 à 1977 (certaines notes et études documentaires étant analysées depuis 1945). Un flux de 3,000 documents est enregistré chaque année.

122. Bases textuelles

Chronologie politique de la France et compte rendu des Conseils des ministres, discours du Président de la République. Les années interrogeables vont de 1975 à 1977 inclus, tandis que 1973 et 1974 sont en cours de saisie.

123. Par ailleurs la Documentation française constitue à l'heure actuelle des bases de données nouvelles:

- . la base "dossiers de presse" contiendra les références à des dossiers de presse tenus par la Documentation française qui seront conservés sur microfiches
- . la base "images fixes" regroupera les références des collections de photos et de diapositives de la Documentation française et d'autres organismes.

Ces bases seront accessibles au cours de 1979.

Les négociations en cours doivent tenir compte de deux faits importants:

- tout d'abord la Documentation française devra, à la fin de 1978, trouver un prestataire de services en remplacement de l'ordinateur du ministère de la Justice actuellement installé

à Versailles. Il est donc nécessaire d'attendre cette nouvelle installation sous réserve d'un raccordement éventuel au réseau "TRANSPAC" qui doit être opérationnel fin 1978.

- D'autre part, les bases, notamment bibliographiques, sont facilement interrogeables à l'heure actuelle à la Documentation française, ce qui réduit l'inconvénient du retard apporté à l'établissement d'une liaison directe entre le Sénat et cet organisme.

2. Les négociations éventuelles pour l'avenir

Ces négociations concernent essentiellement l'accès aux bases de données bibliographiques américaines type Lockheed ou Bibliothèque du Congrès.

La Documentation française envisage de se relier à ces grandes banques de données.

Toutefois, si ces banques de données apportent une immense masse de connaissance précieuses, elles présentent un risque de "colonisation" anglo-saxonne.

CONCLUSION

Les extensions envisagées conjointement par l'Assemblée nationale et le Sénat révèlent un énorme potentiel de con-

naissances et doivent permettre une mise en oeuvre renforcée par le Parlement de son droit à l'information.

La mise au point du réseau national TRANSPAC et du réseau européen EURONET devrait permettre, à l'horizon 80, l'accès à tous les ordinateurs de ces réseaux sous réserve naturellement de l'accord des intéressés.